

LA GUEULE OUVERTE

ALLEZ LES COPINES
NE VOUS INQUIETEZ PAS
SAMEDI JE GARDE PAPA



Encourageons les communistes

Bien sûr, on regrette nous aussi l'attitude pro-nucléaire du Comité Central du PCF et son refus de s'associer à la pétition nationale, mais nous ne pouvons pas laisser dire à J. Exbalin (dans son article du n° 279 de la GO) que le PCF n'a jamais participé à une lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire. En effet, à Port-La-Nouvelle et dans l'Aude, le PCF a participé à nos côtés à la lutte contre l'implantation de la centrale, aussi bien les élus municipaux que les responsables départementaux. Il est important de le souligner pour encourager tous les militants anti-nucléaires du PCF à se manifester.

Mariette Gerber
Association de Sauvegarde
du Littoral Audois

Goldman et nous

Il faut que je parle de ce qui s'est passé à Toulouse, à l'annonce de l'assassinat de Goldman. Une quarantaine de personnes se sont retrouvées, en-dehors des organisations,

pour réagir. Elles ont organisé, quasiment toutes, seules, une manifestation silencieuse de 300 personnes le mardi 26. Cela en négociant avec les organisations qui ont répondu à notre appel (LCR, UTCL, UCFml) les conditions de la manifestation. Hier, jeudi, une quinzaine de personnes se sont retrouvées pour discuter d'une suite à donner à cette riposte qui ne nous satisfait pas. Une réunion comme je n'en n'avais jamais vu : pas de point de vue « politique » a priori, une écoute réciproque, pas de gueulante ni d'énerverment, la volonté d'aller à notre rythme et de contrôler collectivement les choses sans passer certains problèmes sous silence. Il en est sorti un texte d'appel : le voici.

A propos de Pierre Goldman... Une manifestation pour Goldman. C'était le 26. Nous nous sommes retrouvés, reconnus, les mêmes, toujours, plus quelques autres. Une manif un peu différente... Hésitante, balbutiante face à un événement qui nous avait bouleversés, concernés... qui demandait une riposte... mais laquelle ?

La manif s'est dispersée nous laissant à nos insatisfactions, mais aussi à notre désir de continuer, de lutter.

Goldman c'était... chacun peut y mettre son mot. Mais c'était aussi et surtout la lutte. Nous avons eu des matins difficiles : l'hiver en RFA, Croissant, Cuvier et d'autres, et Piperno ?

Nous voulons nous retrouver, préparer quelque chose : soirée, meeting. Ld but est important, mais surtout la « route », les réunions que nous avons pour préparer cette soirée. « militer » autre-

ment, un vœu pieux qui aujourd'hui ressemble à une réalité.

Pour tout contact avec les gens qui préparent cette soirée (que nous avons voulue, au cours de la première réunion, ambitieuse) passer à l'A.D.E.L.E. 39 rue St Rome, 3° étage, le soir, en semaine. Il est prévu de se réunir par petits groupes pour piocher les différents thèmes et aspects de la soirée.

Les rapaces des Alpes

Ceux qu'ont décidé ça là-haut voilà ce qu'on a à leur dire, si c'est exprimé, c'est des salauds, s'ils savaient pas c'est encore pire !

Au mois d'août, dans la «pseudo-station village» des Carroz d'Araches, l'événement était d'importance : sur la place des clowns des rues se faisaient l'affiche par un grand guignol mondain qui se trouvait à la piscine... C'est tout de même pas tous les jours qu'on inaugure la première piscine solaire de France ! Ainsi donc, cette station se mettait aux goûts du jour après avoir fait un incinérateur d'ordures (un des premiers de ce type en France) afin de supprimer une décharge nauséabonde et si peu esthétique en pleine montagne.

Seulement peu à peu le vrai dessein de la municipalité apparaît : Aux abords de l'ancienne décharge commence

des travaux, c'est le début de la construction d'un complexe résidentiel. Un peu partout dans la station les grues s'élevaient, les immeubles fleurissent pour des vacanciers qui viendront nombreux respirer l'air pur en perdant leur graisse sur le parcours V.I.-T.A. (si on le déplace, car avec son tracé actuel il faudra bientôt traverser chambres et salles de bain d'un autre complexe résidentiel), en faisant du ski sur une des nombreuses pistes qui défigurent si joliment la montagne.

Bernard

Vivre, quoi !

J'ai un projet de vie communautaire qui m'excite depuis quelques temps, et comme j'ai pas envie de moi-même avec mes désirs au fond de moi et de continuer à être mal dans ma peau, je viens t'en parler.

Je suis handicapé physique, j'ai 21 ans et j'ai besoin de l'aide d'une tierce personne. A ce titre je reçois environ 3 000 francs par mois. Pour l'instant, je suis dans un établissement ghetto pour handicapés où je suis étudiant en maths. Ce n'est donc pas le pied (enfin pas le mien) et en plus je ne touche que 10% des 3 000 francs étant donné que je suis « pris en charge » par cet établissement.

J'ai donc envie de quitter ces lieux, d'arrêter mes études, de ne pas chercher du travail et de disposer de mon temps comme je le souhaiterais, de vivre quoi !

Tout seul, même avec 3 000 francs, cela n'a aucun intérêt pour moi et je serai assez limité ! Avec plusieurs handicapés dans mon cas (ou d'autres cas bien sûr), et d'autres individus de tous pays ayant envie (en vie) de changer, ça pourrait peut-être devenir intéressant. Surtout que cette communauté (dont le lieu et le nombre de personnes ne sont pas fixés, on cherchera et on verra ensemble) aura une difficulté en moins pour survivre : le problème du fric (là on en aura sans se crever si on a pas envie de se crever). Resterait le problème (unique?) des relations interpersonnelles, mais ce n'est pas un problème insurmontable si on a le temps d'en discuter.

Alors toi, le réfugié dans ton centre-ghetto qui a envie que le grand soir pour toi ce soit demain, et toi qui veut vivre autre chose, qui n'a pas envie de rentrer dans ce système (d'en sortir un peu, plutôt), mais qui veut plus de temps pour le combattre, plus de temps pour créer et s'exprimer, plus de temps pour rencontrer, communiquer, écouter et aimer, plus de temps pour se découvrir et être, bref plus de temps pour essayer de vivre l'anarchie, si t'as beaucoup d'énergie et d'imagination, fais-moi signe, on se rencontre et on commence (83-55 47 13).

Alain Comoli
GHP
8, rue des Myosotis
54 000 Vandœuvre

Insurgés

35

Deux insoumis au TPFA de Rennes vendredi 21. L'un d'eux, Xavier Doisy avait été libéré et réformé provisoire après une grève de la faim. Le verdict est tombé, lourd : 18 mois ferme. Il y avait une centaine de personnes devant le tribunal.

38

Vous vous souvenez sans doute qu'à l'occasion de la grande marche sur Paris des paysans du Larzac de nombreux copains avaient décidé de renvoyer leur livret militaire pour manifester leur soutien aux luttes du plateau. Jean-Paul Rabilloud était de ceux-ci et demain il comparaitra pour cette raison devant le tribunal de Bourgoin (Isère). A cette occasion - le jeudi 11 octobre à 14h - Jean-Paul aura à son tour besoin d'être soutenu, d'être moins seul. Dans la froideur d'un tribunal - celui là même qui jugea en flagrant délit et si durement les inculpés de Malville 77 - une présence nombreuse c'est comme une bonne soupe, ça réchauffe le cœur et ça donne du nerf ! Une soirée de soutien à Jean-Paul, avec le chanteur Jean-Marc Lebihan aura lieu le vendredi 5 octobre à 20h30, salle de l'Orangerie à Bourgoin (Isère). Les comités Malville locaux/ Le comité Malville de la Tour du Pin/ Comité Ecologique de Bourgoin.

Le premier procès à Vienne contre un renvoyeur de papiers militaires aura lieu le vendredi 5 octobre au Palais de Justice de Vienne. Ce

renvoi de papiers militaires avait été effectué pour soutenir les paysans du Larzac qui luttent depuis 8 ans contre l'extension du camp militaire (qui entraînerait l'expulsion d'une centaine de familles de leur lieu de vie et de travail). Vous pouvez vous-mêmes apporter votre soutien au camarade qui sera jugé et aux paysans du Larzac :

- par votre présence, le vendredi 5 octobre à 8h, au tribunal correctionnel de Vienne.

- en envoyant des télégrammes ou des lettres de soutien adressés à : M. le Président de la Chambre Correctionnelle de Vienne, Place du Palais, 38 200 Vienne.

- soutien financier : Rouchouse Lucien C.C.P. 3761 36 S Lyon.

42

Le jeudi 20/09 à Montbrison, Romain Brosse, paysan, est passé en procès pour renvoi de livret militaire en soutien aux paysans du Larzac et aux insoumis. Quatre témoins sont intervenus au nom de Collectifs locaux : ouvriers, paysans, groupe femmes, renvoyeurs et objecteurs. Drôle de justice : on convoque des gens pour les écouter et on fait tout pour les empêcher de parler ! En soutien à Romain Brosse, 4 personnes ont renvoyé leurs papiers militaires. A ce propos, Gilles Benezet de Carcassonne, pourrais-tu nous envoyer ton adresse exacte ? Verdict le 4 octobre. Pour tout contact, s'adresser à « Objecteurs en monde rural, La Croix Blanche, 42 140 Chazelles sur Lyon

59

Christian Grimaux insoumis depuis le 30/5/79 est actuellement aux arrêts de rigueur et en grève de la faim à Satennay depuis le 17/9/79 parce qu'il refuse le rôle politique de l'armée, le port de l'uniforme et des armes, la hiérarchie, l'obéissance inconditionnelle, les manipulations, l'écrasement de l'individualité, et tout le système dépersonnalisant, phalocrate et avilissant qui permet de faciliter l'insertion dans la société autoritaire (patron, contre-maître, etc). Son insoumission à l'armée est un acte individuel et juridiquement momentané, mais elle est liée à d'autres formes de lutte (antinucléaire, lutte des femmes, désobéissance civile, école nouvelle, etc), c'est dans le sens qu'elle doit être interprétée et que nous la soutenons.

Comité de soutien : Marion Mallein 18 montée des Carmélites à Lyon. Nous avons eu connaissance du cas d'Andrieux, insoumis aux arrêts de rigueur et en grève de la faim depuis au moins un mois.

59

GRUPE NON VIOLENT LOUIS LECOIN. Nous avons adressé une lettre aux députés du Nord en vue d'une modification du statut d'objecteur de conscience. Nous la tenons à la disposition des intéressés pour une action plus étendue (autres départements) Pour tous renseignements et coordination s'adresser. Pringault Guy 182 Digue de Mer, 59 240 Dunkerque.

71

PROCES DE RENVOYEURS DE PAPIERS MILITAIRES. Le 10 octobre 1979 à Macon : Robert Benas de Chauffailles passera en procès au tribunal de Macon, pour avoir renvoyé collectivement ses papiers militaires en 1977. En soutien aux paysans du Larzac, il entendait ainsi manifester contre la course aux armements et les ventes d'armes au Tiers-Monde. Par cet acte de Non-Violence, il a tenu à dénoncer le pillage des pays pauvres par les pays riches. En effet, des ventes d'armes massives constituent la seule réponse des nations industrialisées au problème de la famine et au besoin de paix du Tiers-Monde.

Nous pouvons soutenir une telle position en : - Participant à la réunion-débat du samedi 6 octobre, à 20h30, à la mairie de Chauffailles, sur les motivations de Robert, - Assurant au procès le 10 octobre à 14h au palais de justice, - Soutenant financièrement pour les frais de procès à l'adresse ci-dessous, - Envoyant des lettres de soutien au président du tribunal de grande instance de Macon, (envoyer un double également à l'adresse ci-dessous) : Henri Brigaud, Les Drus 71 170 Chauffailles.

71

Le 18 octobre 1979 à Dijon : Jean Averly, Marc Averly, Dominique Gallix, et André Harreau, jugés

76

à Macon le 4 avril 1978 pour renvoi de papiers militaires et condamnés à 400F d'amende avec sursis, sont à nouveau convoqués devant le tribunal, sur appel du procureur général. Vous pouvez apporter votre soutien en venant nombreux au procès : le jeudi 18 octobre à 14h au palais de justice de Dijon.

76

PRIE DE FAIRE AMENDE honnêtement en acceptant discrètement de payer une partie de l'amende. J'ai refusé cette proposition. Ce qui me vaut un appel à comparaître devant le tribunal d'instance de Dijon le 5 novembre prochain à 14h, aux côtés de mon ami Jean Pierre Jacquinet, pour suivre le même meurtre. Jean-Luc Marin la 24 rue Masse 76600 Le Ha.

82

Jackie Lecointe qui a renvoyé ses papiers militaires à Orléans, le 22 juin 1977 avec Patrice Colon, Jean-Louis Pinault, Michel Saillard et condamné à payer une amende, amende qu'il a toujours refusé de payer, a été arrêté hier après-midi lundi 25 septembre à Vazillac Tarn-et-Garonne, et incarcéré à la Maison d'Arrêt de Montauban pour une durée de deux mois. Nous sommes agriculteurs depuis un an dans le Tarn-et-Garonne. J'essaie de sensibiliser le maximum d'amis, nous nous réunissons vendredi soir à Montauban pour voir ensemble ce qu'il est possible de faire. De votre côté, dites-moi ce que je dois faire. Odile Quilgars, «Sol Vièth» Vazillac, 82 220 Molières.

86

Je suis objecteur insoumis depuis 1975. J'ai appris récemment que j'avais été condamné par défaut (le tribunal n'aurait pas trouvé mon adresse) par le tribunal de Meaux (Seine et Marne) à un an de prison ferme. J'ai fait opposition et je passe en procès le 14 décembre à 14h à Meaux. J'ai refusé d'accomplir le service civil d'une part parce que les règles qui le régissent actuellement vont à l'encontre de l'auto-détermination individuelle (décret de Brégonçon, pas de liberté d'affectation,...) et d'autre part parce que le choix de m'exercer à une défense populaire non-violente ne m'était pas offert dans le cadre de ce service. Comme il ne m'était pas offert, je l'ai pris en allant participer à la lutte anti-nucléaire de Braud et St Louis. J'estime que cet acte est légitime, même si il n'est pas légal. Toutes les personnes et groupes désirant préparer le procès (actions, collages,...) seront les bien venus, vu le peu de groupes militants dans cette région. Pour me contacter : Lionel Beauvill, La Baurie par les Essarts 86 190 Vouillé.

94

Nous recherchons des témoignages sérieux sur les «accidents», «suicides», «bavures» survenues dans les casernes de l'armée française depuis plusieurs années. Un livre en sortira. Pouvez-vous nous aider en nous fournissant suggestions et informations ? Vanneste Danielle et Erick, Appt 4211, 25 rue Jean Mermoz, 94310 Orly.

Mots d'espoir

Les femmes de toute la France, et quelques unes d'ailleurs, vont venir marcher à Paris, Samedi, pour crier, scander, chanter leur désir, leur volonté, leur liberté.

La semaine dernière, quelques quinze à vingt mille personnes ont silencieusement accompagné Pierre Goldman au cimetière du Père Lachaise, et dans plusieurs villes de province des marches silencieuses lui ont rendu un dernier hommage. Cette nuit, je n'ai pas dormi à cause des pétarades qui montaient de la rue : les motards manifestaient, à plus de 3000 et à 10 à l'heure dans Paris en état de siège contre ... la vignette moto !

Les CRS en armes sous boucliers et visières, fusils en joue, les regardaient passer. De temps en temps s'élevaient des fumées lacrymogènes - échappement? Qu'importe.

Qu'importe les enjeux devant les moyens de mort qui se dressent devant nous. Les mêmes qu'à l'enterrement. Que trouverons-nous à la marche des femmes? La guerre, toujours?

Dans **Libération** du 27 septembre, je lis : «Les incidents linguistiques ont fait trois blessés par balle, dont un grave ...».

Linguistiques !

Nos pauvres mots d'espoir, de rêve, où les glisser dans ces nouvelles sanglantes ? A côté du témoignage d'Angélica des **Folles de Mai**, nos mots sont impuissants. Mais ils ne resteront pas dans la gorge. Tant que nous pourrons les écrire, les crier, nous les hurlerons. Car se taire, c'est laisser la parole aux bombes, c'est laisser s'installer un silence de mort.

Sophie Chauveau

Communiqué

Certains, dont Isabelle Cabut, contrecarrant par leur comportement ou par leur influence l'application de l'accord du vendredi 14 septembre (voir l'édito du n°279), il nous est impossible de répondre, pour notre part, de la remise en marche du journal selon les orientations alors définies.

Nous nous dégageons en conséquence de toutes responsabilités concernant l'avenir de la Gueule Ouverte.

Paul Blanquart Yves-Bruno Civel Christian Weiss

(Informations complémentaires en page 23)



Sommaire

La marche des femmes	p 4 et 5
Nucléaire : à propos d'une pétition	p 6 et 7
Dans les mines du roi Uranium	p 8 et 9
La santé mentale : un sujet flou	p 10
Le retour d'Arthur	p 11
Greenpeace : le repos du combattant	p 12 et 13
Automobile et autogestion	p 14
Les murs ont des oreilles	p 15
Strasbourg : 24 heures pour la faim	p 16 et 17
Charles et Lucie	p 18
Infos	p 19
Les folles de mai	p 20 et 21
Sur le terrain	p 22
Les répondeuses	p 23



Administration : Bourg de Saint-Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél.: (05) 28 17 21. Téléc : ECOPOLE 80 16 30 F.

Notre télex est à la disposition des lecteurs.
Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour et avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée).
Pour toute information de dernière minute, vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16 h.

SARL Editions Patatras, au capital de 2100 F.

200F à 300F selon vos revenus, 250F minimum pour l'étranger. 180F pour les collectivités. 150F pour les cas sociaux patentés (chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards).

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Le Bourg, 71 800 St Laurent en Brionnais.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres.

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

C'EST AUSSI POUR ÇA QU'ELLES MARCHENT

ELLES EMETTENT, ILS INCULPENT

L'émission conjointe de plusieurs radios libres, réalisée le 17 janvier 1979 au local du MLAC à Paris pour la relance de la campagne sur l'avortement, avait donné lieu à une intervention de la police et à sept inculpations (cinq représentantes du MLAC et du Planning et deux responsables des radios libres).

L'écrivain Françoise d'Eaubonne, ayant par solidarité fait part plusieurs mois après de sa participation à l'émission vient d'être inculpée et a été entendue lundi 1^{er} octobre par le juge Cabié chargé de l'instruction de cette affaire.

CET AUTOMNE BICHATRONS DE CONCERT

Le dimanche 7 octobre auront lieu les traditionnels et annuels «Entretiens de Bichât».

Sous l'égide du Dr Jamin, membre de l'association «Laissez-les-vivre», les Dr Soupoul de Tours et Henrion d'on ne sait où, sera débattu - et ce durant 4 heures - des «complications liées à l'interruption légale de la grossesse avant 10 semaines».

Comme il se doit, les femmes médecins et gynécologues, pratiquantes de la méthode Karman, ont été priées de se taire, et celles qui ne sont pas membres du corps médical seront tolérées si elles daignent verser la modeste somme de 500F à titre de ticket d'entrée. La fortune ne caractérisant ni les divers groupes femmes, ni le Planning Familial, ces derniers seront donc à l'entrée pour constater, protester, danser, exposer, et bref «déchâtrer» sur le trottoir - dans la salpêtrière, à partir de 9 heures du matin.

DESORMAIS TOUT NE SERA PLUS COMME D'HABITUDE

L'avortement, l'avortement, c'est l'avortement qui fait marcher les femmes à Paris ce six octobre ! C'est encore au nom de l'avortement qu'on a réussi une mobilisation unitaire de tout le Mouvement des Femmes ! « Bref, c'est l'avortement qui fait courir les femmes » comme on dit « c'est l'amour (ou autre chose) qui fait tourner le monde ».

Bon, mais alors pourquoi ? Des raisons objectives, d'abord : la loi sur l'avortement est quasiment le seul succès officiel que les féministes aient

obtenu ces derniers temps. Apparemment. Et surtout à quelles conditions et dans quelles contraintes... Bon, mais ça existe. D'autre part un fait législatif assez rarissime : la Loi Veil (du 17/01/75) est une loi à durée limitée, en aucun cas définitive qui ne fait que suspendre sans l'annuler celle de 1920 (laquelle criminalisait à outrance l'acte d'avorter). Ce qui implique que si on n'obtient pas une amélioration notable de la Loi Veil (voir détail des améliorations demandées dans les textes d'appel) au mieux elle repassera en l'état avec ici ou là des sanctions, des commissions et autres menus plaisir concoctés en haut lieu ; au pire, on retomberait dans la clandestinité d'avant la loi, avec en prime, pénalisation et criminalisation accrue.

Il y a donc de bonnes raisons de marcher (le 6 !) mais on pourrait imaginer que le viol, l'impossibilité de se déplacer la nuit dans les rues, le salaire contre le travail ménager par exemple mobiliseraient aussi des milliers de femmes. Or, si c'est l'avortement précisément qui opère ce sursaut de révolte, ce regain d'activité, d'énergie et de dynamisme (alors qu'on avait tendance et moi la première, à être quelque peu saturées par le sujet après des combats de si longue haleine), ce n'est pas par hasard.

L'effervescence autour du 6 octobre et de ses suites vient confirmer la capacité de résistance que de tous temps les femmes ont manifesté à l'interdit d'avorter. Et c'est à dessein que je parle ici de résistance, et pas passive, comme certains historiens (!) tentent de le faire croire, mais active, forte, efficace, organisée.

Sans entrer dans le débat sur les responsabilités/passivités historiques des femmes au cours des siècles (cf Macchiochi), on rencontre quand même une constante qui resurgit plus ou moins violemment mais ne disparaît jamais des données : des sorcières aux faiseuses d'anges, les femmes ont toujours trouvé, inventé, enfin pris les moyens de refuser le poids insurmontable de ces grossesses non voulues.

Quand l'Etat a pris le relais de l'Eglise (fameuse loi de 1920) après quelques temps de flottement, le taux d'avortements s'est de nouveau stabilisé. Et je dirais comme d'habitude. Le temps de se retourner en quelque sorte. Celui de remettre sur pieds les réseaux d'entraide, de s'organiser pour contourner le plus efficacement possible l'interdit. Envers et contre toutes les pénalisations, criminalisations des avortées et des avorteuses, de prison en châtiments, elles persévéraient résolument. Parce que sans doute, les femmes créatures crédules et folles entendaient être seules à choisir de donner la vie, ah mais ! Et puisque naturellement c'était elles qui faisaient les enfants, il ne leur paraissait « justement pas naturel » que ce fut d'autres qui décident à leur place de quand, où et combien elles feraient des petits.

Oh, ça paraît du rabâché tout ça, à nos oreilles occidentales de cette fin de XXI^{ème} siècle, mais il ne faudrait pas perdre de vue que ça ne l'est que pour un nombre infime d'entre nous et dans si peu de pays au monde... S'il est vrai que la grande révolution de ce siècle n'est ni marxiste, ni capitaliste, puisque de ce sanglant millénaire, la seule nouveauté positive c'est la révolution contraceptive, qui n'a pourtant pas encore touché la moitié du globe. C'est pourquoi il y a urgence chez nous à faire s'installer définitivement ces libertés de contraception et d'avortement afin qu'elles fassent des petits, si je puis m'exprimer ainsi !!! Car quoiqu'on en dise et quoi qu'on y fasse, on n'est pas en mesure aujourd'hui d'empêcher le Tiers-Monde de prendre exemple sur ce qu'on fait en Occident. Or s'il est bien un sujet brûlant, c'est celui de la démographie et du contrôle des naissances.

Bon, mais tout de même la contraception, demain la liberté d'avorter, ce sont des acquis. Sont-ce les nôtres ? Apparemment pas, sinon de seraient des victoires. Or nous sommes toujours sur la défensive, soupçonneuses, et sûrement à raison de récupérations directes ou indirectes qu'ils feront de ces acquis.

Sophie Chauveau

LA DIFFÉRENCE,



ÇA N'ARRIVE QU'AUX AUTRES

LE SMIC POUR LE TROISIEME AVORTEMENT

A l'occasion de la Marche du 6 octobre, la G.O. s'est fait l'écho des positions diverses et parfois divergentes des féministes sur ce projet. Il n'y avait donc a priori aucune raison pour que des femmes s'y expriment plutôt que d'autres. C'est pourquoi les femmes autonomes « Jamais contentes » exposent leur point de vue ci-dessous sur ce sujet. Il se trouve qu'elles font référence à des notions peu en vigueur habituellement dans le journal et dont elles s'expliqueront plus en détail ici même la semaine prochaine. Ce sera l'occasion pour elles d'exposer leurs arguments sur le salaire contre le travail ménager ainsi que de proposer un sondage sur le même thème. Donc, à suivre la semaine prochaine...

Deux initiatives se préparent actuellement dans le cadre de la campagne du mouvement pour l'avortement libre et gratuit : la marche du 6 octobre et une rencontre du mouvement le lendemain. Si la rencontre du 7 est surtout une échéance interne visant à provoquer des débats sur la lutte pour l'avortement, la marche du 6 est par contre une initiative très large, tant au niveau de son audience que de sa préparation. C'est surtout son audience qui nous semble intéressante et révélatrice de la capacité des femmes à reprendre une lutte en grande partie désamorcée par la Loi Veil. En ce sens, la marche du 6 est une échéance tout à fait importante comme démonstration massive de la force du mouvement, de la vigilance et de la détermination des femmes. On ne peut que déplorer par contre que le caractère « large » (entendez par là une certaine frange du mouvement des femmes appar-

tenant à de « grandes organisations démocratiques ou révolutionnaires ») semble être synonyme pour les organisations d'absence totale de discours et de débat politiques. Les quelques généralités sur une politique de l'Etat visant à nous « faire rentrer au foyer » ou « rester à la maison », en « faisant le troisième enfant » ou en « repeuplant la France » sont tout à fait insuffisantes pour nous permettre de comprendre, et de riposter efficacement à la politique de l'Etat face aux femmes dans cette période de crise et de durcissement du pouvoir.

Il est urgent pourtant de ne pas se contenter d'une analyse de surface des grands discours des idéologues du giscardisme sur le retour au foyer. Pourquoi mordons-nous si facilement à l'hameçon quand Pelletier ou le R.P.R. parlent d'une rétribution éventuelle de la mère pour le troisième enfant alors que :

- 1) Le chiffre des allocations familiales est d'ores et déjà beaucoup plus élevé à partir du troisième enfant.

- 2) Pelletier est revenu immédiatement sur ses déclarations démagogues, pour la simple et bonne raison que le SMIC pour le troisième enfant coûterait 7 milliards de francs à l'Etat (au moins selon Choisir avril 79).

Et surtout on sait bien qu'un salaire maternel ne collerait pas du tout avec l'actuelle politique de réduction des indemnités (sécu, chômage, etc.). Qu'avons-nous à craindre ? Que l'Etat donne de l'argent aux femmes alors qu'une augmentation du salaire familial réel (meilleur moyen sans doute pour retenir les femmes au foyer) est complètement exclue aujourd'hui. Qu'on veuille nous renvoyer au foyer quand de plus en plus de femmes sont acculées à travailler à cause de la baisse du niveau de vie ; quand la destruction de larges franges de la classe ouvrière qualifiée (par exemple les sidérurgistes) pousse des milliers de femmes sur le marché du travail temporaire ou à mi-temps pour compenser la déqualification des hommes. On a trop besoin aujourd'hui du travail des femmes à la maison mais aussi salarié (sous salarié) pour permettre la restructuration.

Le discours de l'Etat sur la dénatalité mérite par contre d'être pris au sérieux. Mais la réponse de l'Etat au refus diffus des femmes de faire des enfants se situe bien plus au niveau de la répression qu'au niveau financier. Réprimer l'avortement coûte moins cher que d'offrir un salaire aux femmes. Le réprimer ou simplement renforcer le contrôle du nombre d'avortements pratiqués en France mis en place par la Loi Veil, qui doit plutôt être comprise comme une tentative de l'Etat de reprendre les choses en main, que comme un

véritable acquis de nos luttes. Face à l'augmentation du nombre d'avortements pratiqués à l'étranger ou en France illégalement, la libéralisation de l'avortement était en effet une nécessité absolue pour l'Etat en 1975.

Cette libéralisation risque bien aujourd'hui de montrer son vrai visage par un renforcement du contrôle du corps médical sur l'avortement. Faut-il rappeler que le nombre d'avortements pratiqués en France n'a pas augmenté depuis 1975. C'est dire que la libéralisation n'a fait que compenser l'arrêt de la pratique d'avortements illégaux. Aujourd'hui le nombre d'avortements risquant de descendre au-dessous de celui de 75, si de nouveaux contrôles sont ajoutés à ceux déjà existant dans la Loi Veil, ce qui est probable, la libéralisation de l'avortement ayant essentiellement pour fin d'en stopper la progression sauvage. On peut donc espérer que la mobilisation pour la marche du 6 se poursuivra pour imposer un rapport de force sur le terrain : comités de femmes sur des hôpitaux pour imposer, non seulement l'application de la loi, mais pour rendre inefficaces les mesures de contrôles prévues par la loi ; et pourquoi pas, la reprise des avortements clandestins.

Enfin au lieu de s'attaquer à des ennemis inconsistants - le salaire pour le troisième enfant - pourquoi ne pas exiger des dommages et intérêts pour nos avortements comme dans le cas d'accident du travail : l'avortement souvent pratiqué dans des conditions pénibles est en effet le dernier recours pour bien des femmes pour échapper à la maternité (un avortement, c'est pénible...). Parce qu'il y a peu d'informations sur la contraception, parce que même quand on est une nana cool et libérée et... contraceptée, toutes les méthodes de contraception ne sont pas idéales pour toutes les femmes - comme par hasard la recherche piétine dans ce domaine - Enfin parce qu'une sexualité peu soucieuse de nos besoins nous est imposée : une grosse part des grossesses non désirées n'a-t-elle pas pour cause le viol conjugal, ou la « libération sexuelle » sur notre ventre ; deux formes de réduction de notre corps à un lieu de passage pour la reproduction de la force de travail - le repos du travailleur - le coût comme norme et comme travail sexuel. Les grossesses non désirées et les avortements sont donc des accidents de notre travail sexuel. Des accidents du travail ménager tout entier : beaucoup de femmes n'auraient pas à se faire avorter si faire un enfant ne signifiait pas une épreuve et un surcroît de travail pour nous (il y a aussi des femmes qui avortent et qui aimeraient dans l'abstrait - avoir un enfant, ça aussi ça fait partie de notre oppression).

Pourquoi ne pas exiger alors d'être indemnisées en réparation du préjudice que subit notre corps pour éviter en dernière minute une conséquence de notre exploitation, et un surcroît d'exploitation. Une telle exigence aurait pour effet de mettre en évidence l'exploitation que nous subissons pour que l'avortement nous soit refusé comme droit, et imposé comme « risque » de notre « vie de femmes ».

Bécassines



Conscientes que la bataille pour le droit à l'avortement libre et gratuit est prioritaire dans la lutte des femmes, plusieurs centaines de femmes communistes participeront à la marche du 6 octobre et se joignent à l'appel collectif lancé à cet occasion.

TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR

- Permanences, renseignements :

Lundi, mercredi, jeudi, vendredi après-midi : 566 79 16. Matin : 606 57 84.

- Date :

6 octobre 1979 (samedi).

- Heure :

Rassemblement à 14 heures, départ à 15 heures.

- Départ :

Place Denfert-Rochereau, Paris, XIV^{ème} arrondissement.

- Coordination, régions :

Pour celles qui habitent la province, nous avons envoyé une lettre à un grand nombre de centres du planning familial, en leur demandant de bien vouloir assurer la coordination pour chaque département. Ce réseau est celui qui couvre le mieux les différentes régions. Mais nous n'avons pas toujours pu nous assurer de contacts personnels. Vous pouvez également joindre, pour former des groupes, les centres, maisons et librairies des femmes de votre ville. Si des problèmes se posaient, vous pouvez nous joindre aux permanences indiquées.

- Financement :

Les dons peuvent être adressés à Colette Grandgérard, compte n° 506 46 109, Société Générale B.S. 15 20, 118 Faubourg Saint Antoine 75012 Paris.

- Hébergement et offres d'hébergement :

Contactez 16 rue de Patay, 75013 Paris. Tél. 583 97 64.

Les autocollants, badges, affichettes et affiches sont disponibles à Histoires d'Elles, 7 rue Mayet, 75006 Paris. Tél. 566 79 16. Librairie des Femmes, 68 rue des Saints Pères, 75006 Paris. Tél. 222 02 08.

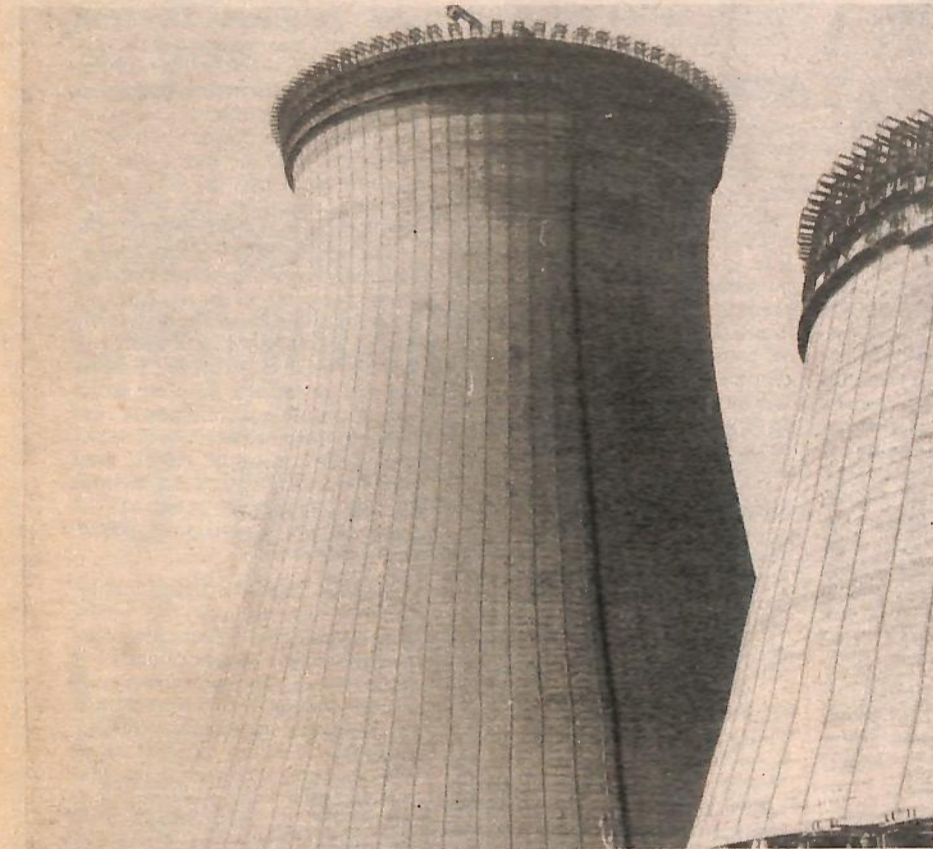
- Mots d'ordre, banderoles :

Le mot d'ordre général est : « Avortement et contraception libres et gratuits pour toutes et pour toujours. »

Les appartenances seront en petit et sous la forme « Femmes de... telle organisation, telles villes, tel groupe, etc. »

L'affaire des «fissures»... Encore un test ? Il est pratiquement certain qu'elle contribuera à retarder le chargement de plusieurs réacteurs nucléaires. Mais au-delà, c'est la campagne pour la Pétition Nationale Energie - le succès qu'elle rencontrera chez les militants, l'accueil que le public lui réservera - qui permettra de mesurer le degré d'inquiétude ou d'accoutumance de la population face aux incertitudes du nucléaire. C'est cela, l'après-Harrisburg.

Yves Lenoir rappelle les enjeux de cette campagne, dans laquelle les quelques trente groupes antinucléaires réunis ce week-end à Chinon - compte-rendu la semaine prochaine - en coordination nationale ont décidé de s'investir aux côtés des déjà nombreuses organisations et associations signataires.



REVER, NE PAS REVER VOILA LA QUESTION

VOILA MAINTENANT TROIS MOIS QU'UNE pétition nationale sur l'énergie traîne dans la nature comme un bouchon gorgé d'eau qui a du mal à surnager au milieu des vagues bousculé par les fringants esquifs que l'actualité brûlante ne cesse de mettre à flot.

Je ne m'adresserai qu'aux «soit disant» écolos, à ceux du courant culturel dont je me sens partie prenante sinon proche. Qu'est-ce que je constate : les militants réellement engagés dans l'action avec nos partenaires dans cette affaire se comptent, région par région, sur les doigts de la main. Je dis bien sur les doigts de la main et ce sont en général les mêmes qui animent les autres luttes en cours...

Combien de groupes encore vivants ne préfèrent-ils pas consacrer leurs forces à des actions, je m'excuse, qui relèvent plus de la marotte, du bricolage, du perfectionnement personnel et du refus de l'analyse des réalités sociales; que d'un projet cohérent en prise avec les problèmes de la crise que nous vivons ?

Où sont tous les amis qui étaient venus à Malville en 1977 pour tenter l'impossible contre le projet Superphenix, dans la confusion et la douleur ? Se satisfont-ils après cet échec stratégique de compter des points, laissant la bride sur le coup des technocrates, acceptant fatalement la programmation de la société, se contentant de quelques consolations ricanantes au spectacle des petites et passagères difficultés que rencontre le pouvoir pour réaliser ses plans.

de l'agitation culturelle et de la prophétie écologiste est passé. Nous avons trouvé des mots, que les autres utilisent très bien, parfois mieux que nous (voir «Giscard vous parle!» dans *Paris Match*). Allons-nous nous résoudre à commenter le spectacle ? Dire avec satisfaction notre gratitude à Mr Le Président de pouvoir lui demander de bien vouloir nous permettre de le prier de daigner nous écouter sur le problème des centrales (exemple : l'audience de Madame Solange Fernex, tête de liste d'Europe Ecologie) alors que nous ne sommes même plus capables de travailler ensemble à l'établissement d'un rapport de forces intéressant au moment où l'occasion tant recherchée se concrétise : la pétition nationale.

OK, allons-y, faisons la fine bouche, sémiologues distingués, scolastiques experts, myopes par mauvaise foi et volonté.

D'aucun s'affiche contre «tout le nucléaire». Je leur demande en quoi leur position

Le temps de la découverte des concepts,

FISSURES: les syndicats sur la brèche

La CGT et la CFDT viennent de s'engager dans une action d'un caractère nouveau qu'il leur sera difficile de mener seules à bien.

Nouveau parce que c'est la première fois que des syndicats de masse décident d'une grève à propos d'un risque technique qui ne s'est encore jamais concrétisé. La spécificité et le pouvoir révélateur du fait nucléaire n'en sont que plus évidents.

Le danger est que cette affaire retombe sans avoir été complètement exploitée et intégrée à l'ensemble de la lutte antinucléaire et anti-technocratique. En effet, le discours du pouvoir et parfois même des syndicalistes, donne à penser qu'il existe une procédure d'intervention permettant de rapidement régler ce problème avant de mettre en route les nouvelles centrales du programme : Tricastin, Gravelines et Dampierre.

Sans préjuger des conclusions éventuelles d'une enquête approfondie et objective on peut affirmer qu'en l'état actuel du dossier, c'est l'incertitude qui devrait dominer :

- Les nuances d'aciers utilisées dans les cuves des PWR et les pièces massives des générateurs de vapeur sont récentes et l'on ne connaît pas l'évolution de leurs caractéristiques mécaniques pendant les vingt ou trente ans de fonctionnement des réacteurs ; or le risque de rupture fragile est notamment lié à la plasticité des aciers et à la dérive de cette plasticité dans le temps.

- Il est actuellement impossible de prévoir l'évolution des fissures, et surtout de celles qui affectent les raccords entre la cuve et les tubulures du circuit de refroidissement principal (1), du fait de la complexité de leurs formes conjuguée par les contrain-

tes auxquelles ils sont soumis (radiation neutronique, vibrations, tension, choc thermique, etc.).

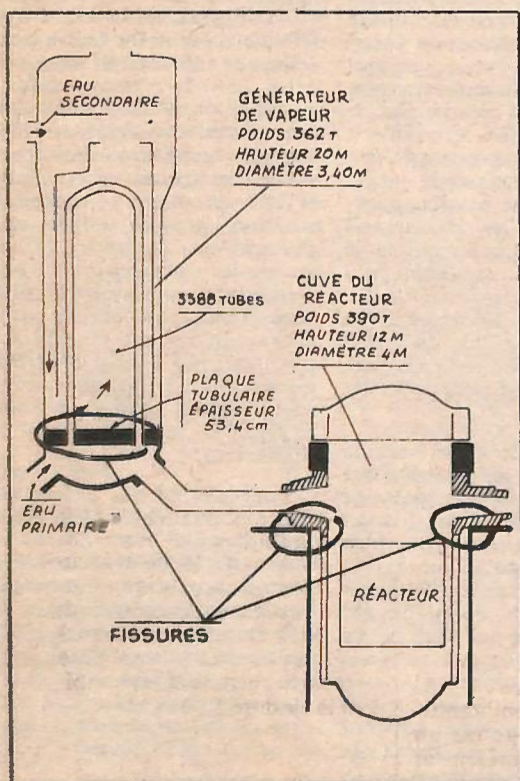
- Par ailleurs on ne dispose pas de moyens permettant de mesurer l'évolution de telles fissures durant l'exploitation du réacteur, tout juste peut-on les localiser, le réacteur étant arrêté et déchargé.

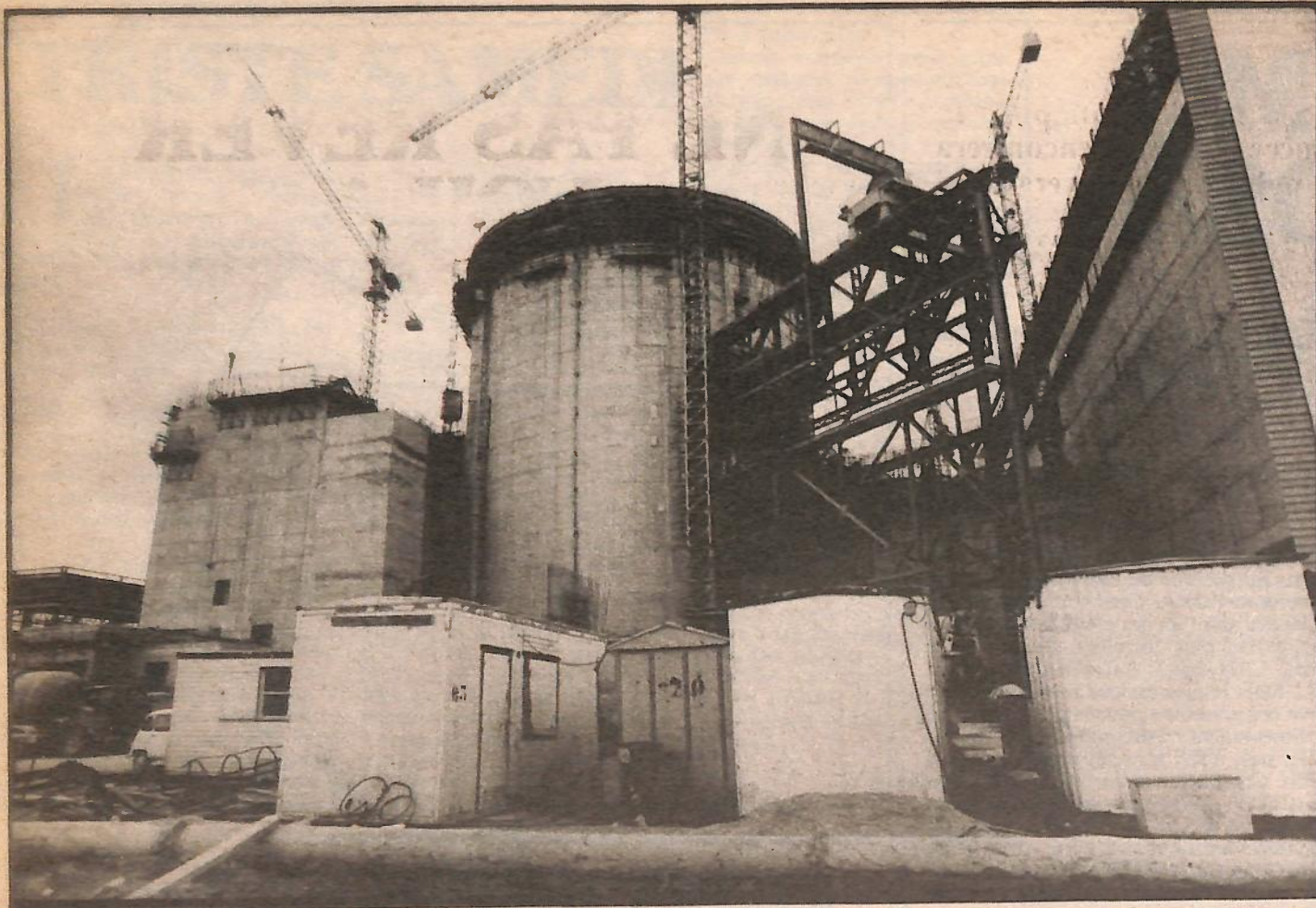
- Enfin la profondeur critique des fissures est très largement inférieure, de l'ordre de quelques centimètres, à l'épaisseur des tôles concernées (plusieurs dizaines de cm) si bien que le précieux signal d'alarme, la fuite avant rupture, n'existe pas. Le dossier des syndicats est donc de plomb d'autant que des accidents de rupture fragile de la cuve et des générateurs de vapeur sont ignorés au niveau de la conception, c'est-à-dire qu'aucun dispositif de secours n'est prévu pour parer en conséquence !

Il importe alors de porter aussi l'attention sur les centrales en service à Bugey et à Fessenheim, dont les cuves des générateurs de vapeur sont sans doute aussi affectées par des défauts analogues ce dont on ne peut s'assurer qu'après arrêt et déchargement des réacteurs.

Y.L.

(1) La direction de Framatome ment (cf *Le Matin* du 28/6/79) quand elle affirme que des « calculs montrent » que les fissures des plaques tubulaires des générateurs n'affecteront pas la sécurité du réacteur pendant toute son existence.





est plus tenable que celle qui consisterait, s'apercevant qu'on est dans un train lancé en pleine vitesse dans une direction autre que celle où chacun croit qu'il va, d'inviter tous les passagers à jouer les acrobates suicidaires et à se jeter sur le balast plutôt que de chercher les moyens d'agir sur les freins et de commander les aiguillages. Plus concrètement, arriveront-ils, cohérents dans leur refus impuissant, à trier les électrons qui passent dans leur compteur pour leur rendre la vie plus facile et plus confortable, afin de refouler ceux marqués du sceau maudit du nucléaire ?

D'autres supputent que le PS à des intentions inavouées et inavouables et qu'en conséquence participer à la pétition c'est se rendre complice d'un projet qu'on réprouve. Il est vrai que s'enfermer dans un ghetto intellectuel où la complexité des êtres et des choses réduites au noir ou au blanc (le passage de l'un à l'autre n'étant que la conséquence d'une rupture ou d'un rejet) présente un certain attrait... Mais... Comment rendre crédible l'exigence écologiste de tenir compte de l'action sur l'environnement des multiples relations naturelles sans consentir l'effort de reconnaître, analyser et tirer profit de la richesse de tendances, d'aspirations et aussi des nombreuses contradictions qui caractérisent les institutions et organisations politiques, syndicales et associatives ?

Sans compter ceux qui feignant de ne voir que le contenant, accusent «l'outil pétition» d'insuffisance face à l'enjeu. Comme si le titre pouvait tenir lieu de développement, le drapeau d'armée ou le communiqué de victoire ! La pétition, il faut se le cacher pour ne pas en prendre acte, représente l'aboutissement d'un processus politique où les résultats des listes écologistes aux élections ont certes joué un rôle mais où, lame de fond, la compréhension du fait technocratique et l'absurdité dangereuse, socialement et économiquement, du programme nucléaire a eu un poids déterminant. Son contenu et singulièrement celui du texte joint manifeste la volonté de ceux qui l'ont conçu d'œuvrer ensemble de façon durable.

Faut-il alors interpréter les réticences, au-delà des justifications qu'elles se donnent, comme le refus de prendre des responsabilités. Car on sait bien qu'avec les syndicats il faut le faire. On sait bien aussi

qu'on aura à agir au jour le jour dans une lutte longue, à s'occuper de problèmes réels dont les solutions seront des compromis pénibles à négocier et difficile à faire comprendre et respecter. On sait bien enfin que les grandes déclarations absolutistes, si agréables et faciles à rédiger et déclamer, on se les gardera pour soi, en se disant que les choses sont plus compliquées que ce qu'on en sait ou veut savoir.

Refuser la réalité est une option personnelle respectable mais il faut savoir qu'érigée en système de pensée cela conduit à la schizophrénie. Serions-nous majoritairement des schizophrènes acrobates ? Ou bien, question marxiste un peu simpliste, faut-il considérer que le refus des écologistes sur le terrain où s'engagent enfin à leur côté les syndicats exprime l'incapacité et la répugnance de classe des «non-productifs salariés», qui constituent le gros des écolos, de s'unir aux «ongles sales» pour construire la lutte d'aujourd'hui ?

Oui, nous avons nous, écolos, un héritage difficile à gérer. Nous avons traversé les phases du grand refus culturel, de la recherche d'un ennemi unique, de la construction passionnée d'une certaine autonomie communautaire ou personnelle, du témoignage... parfois jusqu'au désespoir comme à Malville. Il faut nous atteler maintenant à une synthèse, c'est à dire à relativiser les enjeux de ces expériences, en analyser les déroulements à la lumière de l'état des rapports de forces politiques, économiques, et sociaux et... des contraintes techniques et écologiques.

Bon Dieu ! Si la pétition n'est pas une occasion privilégiée pour traduire en dynamique tout le potentiel accumulé pendant plus de dix ans de réflexions et d'actions ; il ne restera plus, effectivement, qu'à jouer le jeu des institutions... C'est à dire à œuvrer à la modernisation des composants de la machine étatique.

La pétition, c'est d'abord une raison, un temps pour s'organiser comme il convient, c'est à dire sans chercher à inventer une nouvelle institution. C'est le moment pour tous ceux qui sont pressés d'agir d'agir de participer aux différents niveaux de l'intervention, coordinations, actions directes sur le terrain. Bon sang une lutte de cette ampleur intéresse tout le monde, tous les aspects de la vie sociale. Il n'est pas une

parcelle des activités humaines qui puisse faire fi des problèmes de l'énergie. Qui en douterait encore alors que :

- Demain André Giraud sera peut-être premier ministre, preuve éclatante de l'importance stratégique et supérieure du fait nucléaire

- Aujourd'hui la France doit s'afficher colonialiste et impérialiste car sans l'uranium de l'ex-empire à Bokassa la moindre redistribution des rapports de forces géopolitiques au Niger, au Gabon, en Namibie compromettra la continuité de ces approvisionnements.

- Le pari nucléaire ne se limite évidemment pas à la production d'énergie en France mais vise aussi la prééminence militaire et politique de l'Etat français en Europe ainsi que l'écrivait André Giraud dès 1974, doctrine toujours en cours aujourd'hui puisque l'objectif officiel consiste à contrôler 25% de la production mondiale d'uranium et maîtriser tout le cycle du combustible. Le report à plus tard de la réalisation de l'usine de retraitement allemande, l'absence d'uranium en Allemagne, en Italie et dans le Bénélux ; autant d'atouts que le gouvernement veut exploiter à fond dans les années qui viennent. (d'où la réponse de Giscard à Mme Solange Fernex).

Seule une réaction sociale organisée peut y faire pièce et briser l'élan technocratique. Cette réaction sociale devra bien sûr déboucher sur de nouvelles procédures de décisions politiques pour ce qui concerne l'exploitation des ressources, le développement scientifique et technique et le contrôle des institutions.

Quant aux objectifs, où bien ils intègrent complètement les exigences des démocraties, des responsabilités collectives et de justice sociale, où bien ils ne seront que des leurres pour ceux qui en ont besoin pour vivre, se cacher les réalités ou faire du pouvoir.

J'aimerais ici ouvrir une parenthèse : attention à la tentation réformiste telle qu'on la voit à l'œuvre lorsque des écolos font la place à des fabricants de capteurs ou autres technologies alternatives lors de la fête, à l'occasion de luttes, de débats ou autres manifestations de ce genre. Les affaires sont les affaires, la politique est politique. Il y en a marre de ces pubs gratuites pour entreprises sympas ; autant d'incitations à ce qu'elles se dispensent à bon compte d'un effort de recherche pour réaliser des meilleurs matériels aux plus justes prix. L'amalgame entre militantisme et mercantilisme ou bricolage est un travers dont les écolos devront rapidement se défaire. Après tout, ils peuvent se concerter avec des associations de consommateurs afin qu'elles attirent l'attention du public sur les possibilités des technologies

nouvelles et orientent objectivement ces choix. En revanche lutter pour que, par exemple, le crédit soit orienté vers les nouvelles énergies est une chose autrement plus pertinente à la fois du point de vue politique que social.

Si les écologistes délaissent la lutte antinucléaire, les syndicats ne pourraient que se cantonner à terme dans la gestion conflictuelle puis contractuelle du risque nucléaire et le combat anti-technocratique prendrait cinq ans de retard, c'est à dire ne pourrait être relancé, d'autant moins efficace, que lorsque les méfaits des applications productivistes et aliénantes de l'informatique se feront pleinement sentir.

Ecologistes, allez-vous vous laisser abattre par le syndrome de l'échec, parce que finalement c'est peut-être plus facile d'être couché avec un mauvais rêve qui n'en finit pas qu'éveillé et debout ?

«Objection votre Honneur ! y'en a marre des élites qui monopolisent le savoir et prétendent dicter des directives à la base !» J'accepte le reproche que je renvoie sous un autre angle. Qu'est-ce que ça veut dire que le rejet de tout ce qui pourrait être qualifié, plus ou moins à juste titre, de dirigeant ou d'élitaire ? Par ailleurs j'accepte d'être contrôlé mais pas rejeté que ce soit ouvertement ou non. Or, la capacité de contrôle d'un mouvement sur lui-même est-elle autre chose que ce qui permet de concilier la tension vers un projet collectif, les nécessités de l'action et les aspirations à la différence ?

Les difficultés que rencontre la pétition ne sont-elles pas révélatrices de l'irresponsabilité qui marque le mouvement écologiste ? C'est bien gentil de rêver autogestion, tout le monde au même niveau de savoir et de pouvoir. Je crains que ce ne soit là une perversion de l'aspiration à l'égalité. L'important consiste à pouvoir contrôler et faire en sorte que le niveau de l'action reste toujours au niveau de contrôle ou plutôt l'inverse, sinon nous ne ferons rien. En clair je ne vois pas en quoi un groupe qui se consacre exclusivement à une lutte définie localement pourrait, au nom d'un sigle ou d'un mot, prétendre à un droit de contrôle sur des entités ou des personnes engagées dans un processus national ou régional. Je ne me sens par exemple personnellement responsable que devant ceux qui se sont investis où que ce soit, dans quelques institutions que ce soit, parti, syndicat, association, dans la lutte contre la technocratie.

Par ailleurs, nous aurons une organisation à peu près démocratique quand nous serons plus nombreux, que les tâches de secrétariat, de trésorerie, d'actions militantes, de contacts avec les institutions etc. pourront être assurées, que l'argent rentrera, que chacun pourra faire bénéficier tous les autres de ses compétences au lieu que, comme aujourd'hui, ce soit une poignée de personnes qui fasse tout dans la misère et la surcharge de fatigue.

La complémentarité des acteurs sera alors autrement plus féconde.

Des scientifiques et des syndicalistes ont déjà spécifiquement rejoint le mouvement. Ils n'ont pas dépossédé les écolos : ils ont pris le relais dans leur domaine de compétence et d'intervention. La lutte antinucléaire a fait là deux sauts qualitatifs majeurs. Aux écolos d'en analyser l'importance et d'en tirer les conséquences quand à l'orientation de leur lutte et à la redéfinition du rôle social et politique qu'ils peuvent jouer. Les AG du RAT ont apporté un début de réponse à ces questions et le premier résultat tangible en est la pétition dont le contenu ne fait d'ailleurs que reprendre un projet d'accord élaboré avec la CFDT à la fin 1977, approuvé et renforcé à plusieurs reprises depuis... comme quoi les évidences ont la vie dure !

Yves Lenoir

Pour tout renseignements : secrétariat de la pétition Florence Ronsenthiel 14 bis rue de l'Arbatette 75 005 Paris. Tél : 707 25 23.

(Les intertitres sont de la rédaction)

URANIUM ET MIMOSA

Samedi 6 octobre plusieurs milliers de personnes profiteront de l'inauguration de la ligne de Chemin de Fer Nice-Vintimille-Cuni pour réaffirmer leur opposition à l'ouverture de mines d'Uranium dans les vallées de la Roya et de la Vermentagna de la Tinée et de la Vésubie.

Octobre 1978 : La branche armée (de lunettes et de loupes) de l'ORA (Organisation des Résistants Antinucléaires) épiluche méticuleusement les exemplaires du Bulletin Officiel de la République Française une et indivisible.

Tout à coup, c'est le clash. Nimbus one, le plus perspicace des farfouilleurs de vieux papiers, vient de tomber sur un entrefilet.

AVIS D'ENQUÊTE

Demandes de permis exclusifs de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes

Par pétitions en date du 23 août 1978, la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA) dont le siège social est à 75015 Paris, 31-33, rue de la Fédération, sollicite l'octroi, dans le département des Alpes-Maritimes, pour une durée de trois ans, de deux permis exclusifs de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes dits :

tant la chapelle située en bordure est de la route reliant Roquebillière au hameau de Benhamont et à 2,25 km au nord-nord-ouest de l'église de Roquebillière-Vieux (commune de Roquebillière).

SOMMET B - Axe de la croix située à 0,25 km au nord des granges de Pale et à 4,5 km au nord de l'église de Roquebillière-Vieux (commune de Roquebillière).

SOMMET C - Centre de pèler, point géodésique dit Belvédère, sit. sur la cime de la Valette au flanc dit « Croc Trou » dont les coordonnées Lambert zone sud sont :

1) PERMIS DE LA CIME DU DIABLE
SOMMET A - Axe de la croix surmontant

Immédiatement, la lourde mais souple machinerie de cette redoutable organisation clandestine se met en marche. Le groupe commando 06 qui surveille de son nid d'aigle la vaste province s'étendant entre Var et Var (1) est averti ; et le jour de l'ouverture de l'enquête publique les argousins écologiques sont les premiers à se précipiter sur le dossier présenté à la foule par un Préfet radieux.

Dans la semaine suivant immédiatement cet heureux évènement, une brochure de douze pages pleines, imprimée sur vilin supérieur, est éditée à un tirage tellement énorme que nous garderons pudiquement le chiffre entre nous de façon à ne pas faire virer au rouge le vert de la pieuvre Hachette.

Une fois dédicacée par les auteurs, la revue (car on peut quasiment employer ce terme pour un ouvrage de cette qualité) est envoyée aux maires et conseillers généraux que le Préfet, pris par ses obligations, n'avait pas encore eu le temps de prévenir. Doubé, le pauvre homme faillit d'ailleurs mourir de honte n'eussent été les soins attentifs que su lui prodiguer son épouse modèle.



On sait que les vieux dictons servent depuis longtemps de ligne politique aux membres de l'ORA. Cette fois ci on tomba, par hasard, sur l'un des plus éculés, des plus ringards, des plus ridicules : « l'union fait la force ». C'est dire si l'affaire s'enmanchait mal ! Mais le pire est que tous les moyens furent mis en œuvre pour faire en sorte que les choses aillent en se compliquant. On alla, ne riez pas, jusqu'à prendre langue avec la célèbre Compagnie Française Des Trolleybus (CFDT) qui accepta du bout des lèvres le principe d'une partie fine dans ses somptueux locaux niçois, entre Amis de mère, Compagnie des Trolleybus, les Petits Suisses (PS) et les Petits Suisses Usagés (PSU).

Le jour dit, le diable devait probablement être de la partie, tout alla très bien. Même les Petits Suisses dirent qu'il n'y avait pas de contradiction majeure à être pour le nucléaire et la force de frappe et contre les mines d'Uranium.

Néanmoins, si tous se déclaraient prêts à faire un bout de chemin avec la Compagnie Générale des Trolleybus (la CGT, concurrente directe de la Compagnie Française Des Trolleybus) et autres entreprises privées du même bord, la zizanie au teint jaunâtre

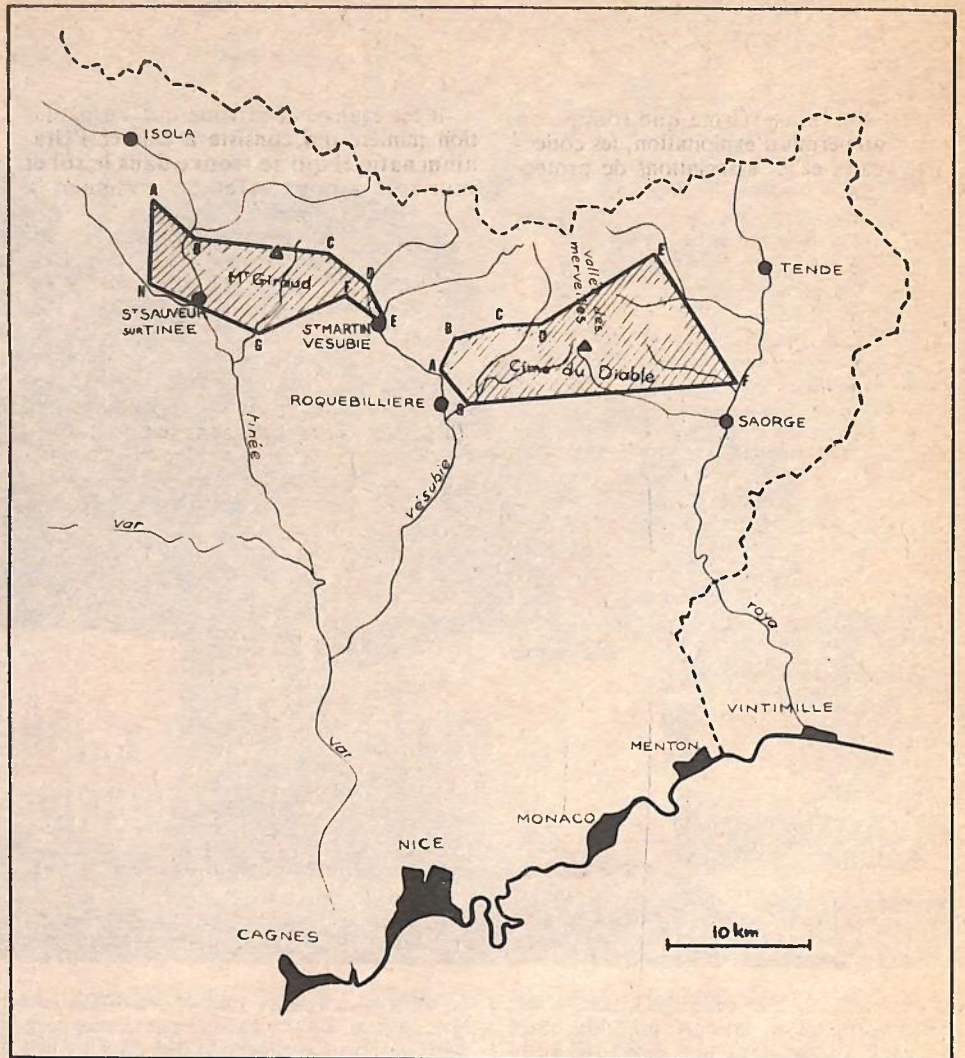
UN EXEMPLE A SUIVRE

Dans le cadre des Commissions Energie et Développement, créées de concert à l'échelon national par certains groupes écologistes et la CFDT, le Collectif Contre les Mines d'Uranium lance un questionnaire qui va être très prochainement diffusé dans les villages concernés afin de faire le point sur les ressources énergétiques mal connues ou abandonnées (barrages, forêts, énergie solaire...) de la région.

Conjugué avec une réflexion sur les mesures à prendre pour économiser l'énergie (récupération, gaspillages inutiles, techniques trop coûteuses...) le résultat de cette enquête permettra d'offrir des propositions d'alternatives concrètes et sérieuses à la volonté étatique d'imposer le nucléaire.

pointa son nez grotesque et libidineux dès lors que la question de la présence des Pépés (Partis Politiques) au sein du collectif fut abordée. A la proposition des uns de n'accepter que des Pépés de gauche (ceux qui ne font pipi que la quéquette dirigée vers le levant), les autres rétorquèrent en disant : « Les croquants des vallées où la Compagnie Gouvernementale Et Malgré tout Anticonstitutionnelle (COGEMA) veut extraire de l'uranie-homme sont gens compliqués. Si nous ne nous adressons qu'aux Pépés tournés vers le levant, la division verra le jour dans les villages. Mieux vaut créer un vaste rassemblement du peuple du mimosa et laisser les Pépés à la porte. Place aux jeunes, merde ». Ces arguments massue firent une grosse impression, proposition passa avec des ovations.

C'est ainsi, mes petits enfants, qu'aujourd'hui nonante pour cent de la population des Maritimes Alpes dit Turlututu, chapeau pointu aux mines d'U. Durant quinze jours (c'est à dire le temps qu'a duré l'enquête), douze mille péquins ont embouteillé les respectables couloirs de la Préfecture pour dire non, no, niet, nein, à la COGEMA. Des maires sont descendus de



leurs villages à la tête du troupeau de leurs administrés. Les Italiens, même les Italiens, s'en sont mêlés. « Pas questionné de l'extraction » qu'ils ont dit les Italiens. Si les Italiens disent « pas questionné », je vois pas ce qui empêcherait les Français d'ajouter « non, mais ça va pas la tête ».

Jean (hic) Louis Soulié.

1) Si, en toute logique, le cours d'eau nommé Var coule des jours heureux dans les Alpes Maritimes, nul ne peut expliquer pourquoi les Alpes Maritimes refusent obstinément d'arroser le Var.

Ce qui est fantastique c'est de voir l'évolution des différents groupes, du collectif contre les mines d'uranium. D'un côté les écolos (Amis de la Terre de Grasse, Nice et Menton essentiellement) ont dû se pencher sur les problèmes de l'emploi. En effet chaque fois qu'ils allaient dans un village pour faire de l'information, la première réaction des habitants était : « mais les mines d'uranium, est-ce que ça peut procurer des emplois ? » Inversement il est incontestable que la CFDT a sérieusement remis à l'heure ses positions vis à vis du nucléaire.

NON!

aux mines d'uranium

SUR LA PROCEDURE

-Il est souvent affirmé que lorsqu'on instaure un permis d'exploitation, les collectivités locales et les associations de protection de la nature sont consultées. Il n'en est rien. Les dossiers d'enquêtes pour les demandes de permis d'exploitation ne sont déposés qu'à la préfecture concernée, exactement comme pour les demandes de permis de recherches. Les collectivités locales, les élus, et à fortiori les associations de protection de la nature ne sont pas plus consultés ni informés que lors de l'enquête de novembre 78.

-Il est également affirmé qu'une étude d'impact est désormais obligatoire. C'est faux au moment de la demande de permis d'exploitation : l'étude d'impact n'intervient qu'après l'octroi de ce permis, seulement au moment de l'ouverture de la mine, c'est à dire beaucoup trop tard.

SUR LES RECETTES FISCALES DES COMMUNES.

-Il est affirmé que les communes ayant «la chance» de renfermer dans leur sous-sol une mine exploitable bénéficient d'importantes recettes fiscales.

Vous trouverez ci-dessous des extraits d'une délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Sylvestre, dans le Limousin, qui a cette «chance» d'avoir des mines exploitées depuis quelques décennies : «Le Conseil Municipal s'élève également contre :

-La modicité de la redevance des mines qui est loin de compenser la perte causée par les dégradations de routes occasionnées par les engins de la COGEMA, car le déséquilibre est énorme entre la richesse de notre sous-sol et la dite redevance des mines.

Le Conseil Municipal demande :

-La révision de cette redevance des mines, dont les modalités d'attribution, fixées par décret, lésent les communes sièges d'extraction, qui devraient bénéficier d'une patente».

En effet, dans les communes «siège d'extraction», la COGEMA n'est assujettie qu'à la redevance minière extrêmement minime puisque calculée sur le poids du métal contenu (67 centimes en 1978 par kilo d'U) et qu'elle ne paie pas la taxe professionnelle. Aujourd'hui les communes tirent des ressources de la location de leurs alpages. Pour la dernière campagne, les communes de la vallée de la Roya ont encaissé :

15 000 F pour Saorge
16 000 F pour Fontan,
26 400 F pour La Brigue,
100 850 F pour Tende.

L'extraction d'Uranium - qui nuit aux alpages - n'apporterait pas de ressources globalement plus importantes.

Par contre, la taxe professionnelle serait versée à la commune où se trouverait l'usine de traitement.



SUR LA POLLUTION

-Il est également affirmé que l'exploitation minière qui consiste à enlever l'Uranium naturel qui se trouve dans le sol et sous-sol, a pour effet de diminuer la radioactivité naturelle.

L'Uranium est l'élément radioactif de départ d'une chaîne de désintégrations successives qui aboutit au plomb ; tous les éléments de cette chaîne (Polonium, Radium, etc.) sont solides sauf le Radon qui est un gaz. Dans les couches géologiques, les rayonnements issus des désintégrations successives ainsi que le Radon, principal corps qui puisse s'échapper, sont dans leur plus grande partie arrêtés par les terrains qui recouvrent le minerai. L'extraction a pour effet de supprimer cette protection en ramenant le minerai à l'air libre et en le concassant.

D'autre part, les éléments de la chaîne de l'Uranium comme le Radium et le Thorium qui n'intéressent pas la COGEMA sont laissés sur place. Il en est de même pour une partie de l'Uranium car les techniques actuelles ne permettent pas de récupérer ce métal à 100%. Dans le meilleur des cas, on récupère 95% de l'Uranium (et parfois seulement 80%), 5% au moins sont donc abandonnés sur place, dans les stériles et les résidus de traitement... Un simple calcul : pour 500 tonnes d'Uranium extrait, il reste 25 tonnes abandonnées sur place, à l'air libre ou presque.

A la fin de l'exploitation, ce sont plusieurs dizaines - voire plusieurs centaines - de tonnes d'Uranium, plus de Thorium, du Radium, etc qui se trouveront abandonnés sur place, à la surface du sol.

Des calculs américains montrent que pour le Radon :

«... 50 hectares de stériles contenant 560 pcl de Radium 226 par gramme rejettent par an - 7 900 Ci/an $5 \times 10(5) \text{ m}(2)$ de stériles secs - 320 Ci/an $5 \times 10(5) \text{ m}(2)$ de stériles en piscine.

Alors que la radioactivité naturelle sur une même surface serait de 16 Ci/an.» (D'après «Environmental Analysis of the Uranium Fuel Cycle» Part 1 - Fuel Supply - US Environmental Protection Agency Office of Radiation Programs - EPA 520/9 - 73 - 003-B).

SUR L'EMPLOI

-Il est affirmé que les mines d'Uranium sont créatrices d'emplois.

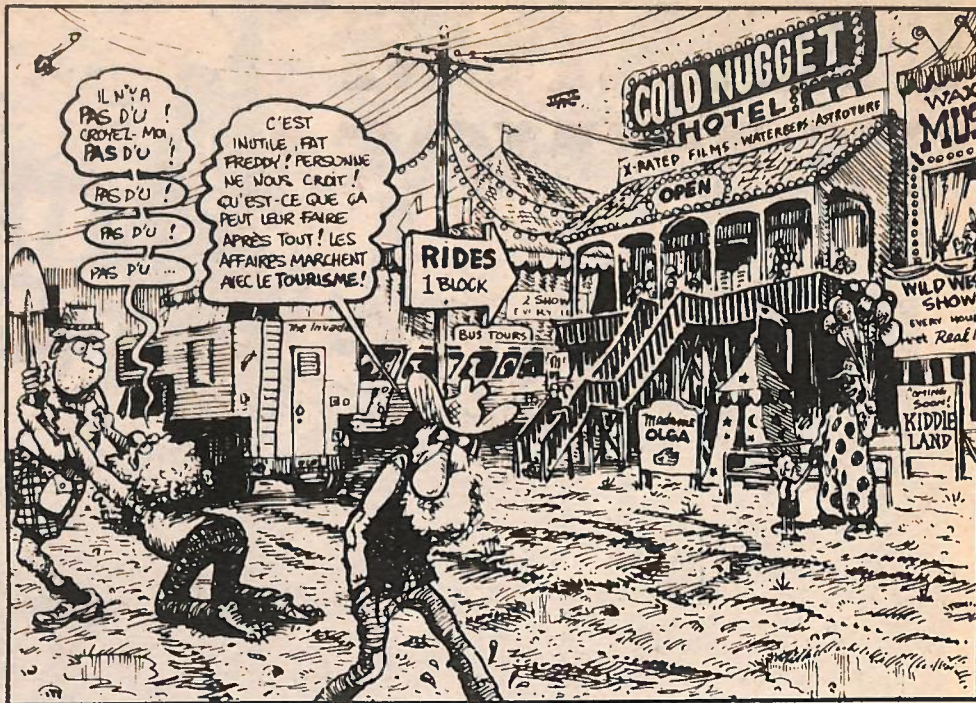
C'est, en cette période d'aggravation du chômage, un problème important ; mais nous ne pensons pas que les mines soient une solution satisfaisante :

Il s'agit d'abord d'emplois que nous estimons (des statistiques américaines et tchécoslovaques le montrent clairement) très dangereux pour la santé des travailleurs, ensuite la politique d'emploi de la COGEMA est de faire appel à des travailleurs immigrés, à des travailleurs temporaires, et de déplacer le personnel des mines qui ferment, vers les mines qui ouvrent. Dans ces conditions, l'appel aux travailleurs locaux est très faible, plus, les employés de la COGEMA viennent avec leur famille, et très souvent leurs femmes cherchent du travail localement, créant de la concurrence aux gens du pays demandeurs d'emplois.

Les retombées sur l'artisanat local semblent plus positives, un certain nombre de sous-traitants pourront en effet travailler pour la COGEMA.

A côté de cela, il y a tous les risques de suppression d'emplois :

+ danger de régression de l'élevage et des cultures, menacés directement par les surfaces nécessaires aux installations minières et aux usines de traitement, et indirectement par la pollution radioactive et chimique ;
+ dangers pour la pisciculture par la pollution des eaux ;
+ enfin dangers énormes pour le tourisme et la construction. L'expérience de Saint-Sylvestre, déjà citée, est à prendre en considération : «D'autre part, la vocation touristique de la commune est fortement compromise par les chantiers de la COGEMA qui encadrent nos villages, et défigurent le paysage avec leurs remblais importants et leurs pistes tracées sans aucun souci d'esthétique. Il en résulte une nette diminution des



Toutes les fausses bonnes raisons pour ouvrir une mine d'uranium.

permis de construire par suite de la peur de la population d'habiter une zone peu salubre, ou d'acheter un terrain où la COGEMA pourra imposer un veto à tout moment.»

Dans ces conditions, il nous apparaît plus réaliste de rechercher la création d'emplois sur place par une politique accrue d'aide :

- à l'agriculture et à l'élevage,
- à la pisciculture,
- à la création de petits ateliers industriels non polluants et au développement de l'artisanat.

Ces créations d'emplois auraient en outre le bénéfice d'être utiles aux populations locales et d'être des emplois permanents, contrairement aux éventuels emplois miniers

Devant l'importance du problème posé par une éventuelle exploitation de mines, et afin que les populations locales et les élus puissent se prononcer en toute connaissance, nous pensons qu'il serait utile que le Conseil Général prenne l'initiative de faire établir dès maintenant un **bilan écologique** des régions visées par les demandes de permis. Bilan qui pourrait être établi par un organisme compétent comme le **muséum national d'histoire naturelle**, en collaboration avec les **facultés niçoises**, les **populations locales** avec leurs élus et les **associations professionnelles** ainsi que celles de défense de l'environnement.

Ce bilan écologique et socio-économique pourrait comprendre trois phases :

a- Etude du milieu écologique et socio-économique de la zone concernée par le permis de recherches, de son potentiel, de sa sensibilité. Recherche des causes de déséquilibre écologique et socio-économique et des besoins du milieu et de ses habitants pour rétablir ces équilibres.

b- Etude des impacts socio-économiques et écologiques d'une exploitation minière d'Uranium, du traitement industriel du minerai et des activités économiques annexes qu'elles entraînent (recherche sur les cas de Limousin, Vendée, Forez, Lodévois, etc). Adaptation des résultats obtenus au cas du Massif du Mercantour, au cas type de la commune touchée par une telle exploitation et accueillant une usine de traitement, et au cas de la région Provence-Côte d'Azur.

c- Recherche des modes de développement alternatifs adaptés aux besoins, au potentiel et à la sensibilité du milieu socio-économique et écologique. Comparaison de ces modes de développement avec celui induit par l'exploitation minière d'Uranium.





L'écologiste, si préoccupé de sa santé physique par le pilpil, riz complet, blé germé, aurait peut-être parfois intérêt à lorgner du côté de la santé mentale : ce n'est pas de maladie qu'on risque de mourir, mais de folie.

La courbe des maladies mentales dépasse, par l'élanement de sa galbe, celle de toutes les autres maladies, y compris les maladies cardiovasculaires et le fameux cancer. Du moins à l'échelle européenne. Mais c'est un phénomène qui reste, pour le quart d'heure, dans la plus grande discrétion. Est-ce que ça veut dire qu'il y a de plus en plus de fous, ou que la société supporte de moins en moins la folie ? Que les bornes de la folie sont de plus en plus sévères ? Sans vouloir approfondir la partie philosophique du machin, une incursion dans le monde des thérapeutes vous en fait découvrir de belles. Non que le milieu médical, encore moins le milieu psychiatrique, soit une sinécure : il ne fait pas bon être Candide dans le pays des docteurs. D'un côté le docteur dit : je ne sais qu'une chose, c'est que je ne sais rien ; d'un autre, il vous fait bien sentir que, si vous n'êtes pas de la partie, qu'est-ce que vous allez écrire comme conneries ! Car la réalité, encore plus la réalité mentale, est si complexe...

Voltaire qui écrivait, comme en se jouant, des pages définitives sur le genre humain, aurait peut-être eu peine à s'y retrouver dans ce dédale qu'est la psychiatrie de secteur. La complexité le dispute au flou. Impossible de raconter une anecdote, elle serait par trop simplificatrice. Impossible de donner une définition, elle serait par trop compliquée, et les gens, songe l'aimable thérapeute, ne pourraient pas comprendre. Il y a des incertitudes qui paralysent le journaliste plus sûrement que des affirmations.

C'est une circulaire ministérielle de mars 1960 qui institua ce qu'on nomme le secteur, terme prosaïque qui définit une ère géographique d'environ 60 000 habitants au sein de laquelle pourra se développer une psychiatrie non asilaire. « Ce qui rendit soudain l'univers asilaire inacceptable, ce furent les camps d'extermination, et l'ombre qu'ils projetèrent sur l'hôpital psychiatrique, car rien, à la Libération, ne ressemblait plus à un camp qu'un asile. » Une critique de l'univers asilaire qui n'a rien perdu de son actualité, si l'on en juge par la pratique qui en est faite encore aujourd'hui dans des pays comme l'URSS.

La notion de secteur apparaît donc comme la mise en forme institutionnelle d'une volonté thérapeutique et politique qu'est le désaliénisme. « Concept qui doit cependant être réactualisé : la notion d'une pratique soignante dans la communauté se décentrant et recherchant à intervenir sur l'environnement ou le milieu, le travail pluri-disciplinaire dans une équipe médico-sociale, l'utilisation des relais, des médiateurs et des articulations entre les divers appareils de santé d'un territoire défini, sont apparus en d'autres termes, en d'autres lieux. »

Faire preuve d'imagination ? Faire de la psychiatrie « autrement » ? Certes. Mais certains médecins vont jusqu'à mettre en question leur propre capacité à décoller, à inventer. Quand on a supprimé les murs de l'asile, on n'a pas tout résolu. « Bonnafé n'avait pas d'hôpital parce qu'il était un hôpital à lui tout seul ! ». On est constamment ramené à ce problème du pouvoir médical, qui enferme le malade dans son

état de dépendance aussi sûrement que l'institution asilaire. Plus subtilement encore. « On touche là à l'un des paradoxes de la psychiatrie : ce n'est que de son dépérissement progressif que se réalisera le seul véritable progrès qu'elle puisse conquérir. Non que la psychiatrie ne disparaisse, mais qu'en tant que vérité elle se situe ailleurs, qu'en tant que science elle ne trouve ses limites au sein d'une nouvelle médecine, qu'en tant qu'assistance elle se déspecifie et implique, sur le monde le plus souple possible, la participation des personnes et de la collectivité. » (3)

Le non-lieu

On ne peut rendre aux gens la prise en charge de leur propre santé par la magie d'un texte, qui d'ailleurs n'est qu'une circulaire ministérielle et n'a pas force de loi. Tout au plus peut-on créer les conditions de cette réappropriation en instituant des structures intermédiaires entre l'hôpital et la population elle-même. « Supprimer les hôpitaux psychiatriques pour les vider », pour reprendre l'image employée par le docteur Silberger, qui travaille sur le secteur d'Etampes (Essonne). Concrètement, la structure intermédiaire peut être un dispensaire, ou appartement, ou centre de soin, selon la terminologie qu'on préfère. « Faire venir les malades plutôt que d'aller chez eux. » estime encore Dr Silberger.

Car il faut que le malade trouve un espace où aller. « Le pire, c'est le non-lieu », rappelle un médecin. Mais il ne faut pas recréer dans ce lieu les conditions d'internement : un lieu qui soit ouvert, dont on ne franchisse pas pour autant la porte comme celle d'une Maison de Jeunes ou de Maison de la Culture. Car, même dédramatisée, la maladie reste souffrance. C'est un point sur lequel tout le monde s'accorde, si tout le monde ne s'accorde pas sur la définition des affections mentales. La légende selon laquelle « le fou est celui qui dit la vérité » ou bien « le fou est celui qui dérange » fait sourire les soignants, car en réalité le fou est celui qui souffre et demande à être soulagé de cette souffrance. La plupart du

temps, le malade ne franchit pas la porte du dispensaire en passant dans la rue : le contact avec la psychiatrie, même ouverte, est médiatisé. Soit que l'entourage du malade l'envoie chez le médecin, soit qu'il y aille de lui-même, ce malade n'atterrit pas par hasard dans le dispensaire de son quartier, dont le plus souvent il ignore l'existence, car aucune plaque, aucune publicité ne signale dans la cité l'existence de tels centres

Qu'est-ce qui préside à l'orientation du malade vers le dispensaire ou vers l'hôpital ? Il n'y a pas de critères, pas de normes. Pour les partisans les plus convaincus de la sectorisation, il n'y a pas de maladie mentale qui relève de l'hôpital. Pour les adversaires, tous les malades devraient être internés. Entre les deux, la marge est infinie. Il faut prendre en compte également la volonté de l'entourage et celle du malade. On m'a raconté cette histoire d'une dame qui, après trente années d'internement psychiatrique, a demandé à sortir de l'hôpital : elle avait été transférée, à l'ouverture de l'hôpital d'Etampes en 1963, d'un hôpital entouré de murs à un hôpital ouvert, et sa première réaction avait été de demander à retourner vivre entre ses murs. « Si vous supprimez les murs, disent les malades, l'hôpital n'est plus repérable ». L'hôpital, entendez la maladie. Plus de repères. Supprimer les murs, c'est déjà faire un pas dans le sens de la prise en charge des malades par eux-mêmes. L'étape suivante, c'est le secteur : la dame qui a demandé à sortir de l'hôpital est maintenant « suivie » par l'équipe du secteur.

La banlieue

« Il faudrait réformer le secteur... et même le terme de secteur, l'expression anglaise de psychiatrie dans la communauté serait meilleure, explique le docteur Reverzy, président de l'Association pour l'Etude et la Promotion des Structures Intermédiaires. La sectorisation poursuit un double objectif : prévenir les évolutions psychiatriques graves, et prévenir les psychoses. La prévention des évolutions psychiatriques graves pose le problème de l'intervention en état de crise ; on peut juguler la crise dans une avalanche de médicaments, mais il faut qu'il y ait une équipe pour intervenir immédiatement. Soigner les psychoses, c'est répondre à toutes les demandes d'aide qui viennent de la population. Il faut des lieux d'accueil, et là se pose un problème très matériel, le manque d'imagination des architectes et urbanistes dans le domaine d'un espace de soins ». Il faut reconnaître que les constructions, tant hospitalières que d'habitation, ne sont pas de nature à favoriser une communication dont le manque est au centre de bien des névroses.

Là encore, la question est de savoir s'il vaut mieux un lieu bien « aménagé » ou au contraire un lieu dont l'anonymat reflète l'apparence des lieux dont le malade a

l'habitude. Il semblerait que cette deuxième solution ait été retenue par l'équipe du centre de soins de Vignieux, près de Montgeron (Essonne). Vignieux, cité-dortoir poussée comme un champignon dans la banlieue parisienne, ressemble à ces cités Machin ou à ces résidences Chose, à ceci près qu'il s'agit là d'une ville tout entière. Ce ne sont que petits bouts de sucre, les uns en hauteur, les autres en largeur, posés sur des monticules entourés de pelouses et d'arbustes plantés pour faire « espaces verts ». Dans un de ces cubes semblables à tous les autres, un appartement en rez-de-chaussée semblable à tous les autres, qu'une petite carte de visite signale comme un centre de soin... Les soignants de Vignieux se défendent d'être un exemple de secteur. Ils ont été échaudés par une campagne de presse trop en leur faveur, à la suite d'une grève, et qui semblait les faire passer pour un département pilote là où ils ne voient qu'une expérience comme les autres. Fausse modestie ? Scrupule qui les honore ? On se perd en conjectures... Enfin, le problème n'est pas là, le problème est de savoir comment ils travaillent.

« Les patients viennent quand ils le veulent. Pratiquement, tous les jours, des gens viennent manger, ce qui est très important, le déjeuner en commun aide à la thérapie. Les soignants ne se contrôlent pas constamment, on parle de tout, et on n'a jamais eu de catastrophe. Mais, consciemment, on fait un tri... Nous n'avons pas de théorie sur le séjour des patients. Actuellement, aucun n'est ici en permanence. Ils viennent quand ils le veulent, partent quand ils le veulent, et se tiennent dans cette pièce (sorte de salon bordé de fauteuils). Il faut qu'ils puissent profiter de notre disponibilité. L'équipe comprend vingt-deux à vingt-trois personnes, qui sont là à tour de rôle, si bien qu'il y a toujours quatre ou cinq personnes en permanence. Les patients se nourrissent de notre capacité à communiquer entre nous. »

La vie et la mort

Dans cette pratique quotidienne, les soignants rencontrent des difficultés imprévues. C'est la gloire et la misère du secteur : rien n'est défini, rien n'est prévu. Il ne reste plus qu'à innover au jour le jour. D'un côté, les soignants ne ressentent pas cette pesanteur qu'est un service psychiatrique d'hôpital, avec sa tradition et sa hiérarchie, mais d'un autre côté, ils ne bénéficient pas de la sécurité qu'est l'encadrement hospitalier. Une sorte d'artisanat ? « Mais nous sommes les seuls à qui on fasse appel pour la vie et la mort » conclut Didier Trystram, un des médecins du centre. L'expérimentation, dans le domaine psychiatrique, ne peut être en effet ramenée aux autres expérimentations sociales, en ce sens que l'enjeu est trop lourd : un faux pas, et les conséquences peuvent être funestes.

Le reproche communément adressé à la psychiatrie de secteur est de permettre l'exercice d'un contrôle social. Il se trouve que, pour le moment, ce reproche s'adresse à du vide, dans la mesure où le secteur est encore à l'état embryonnaire. Cela dit, que se passerait-il si le secteur se mettait pour de bon en place ? L'Etat ne semble pas vouloir exploiter pour le moment le formidable outil dont il disposerait en quadrillant chaque quartier de dispensaires ; surtout, il en est empêché parce que les populations ne sont plus aussi stables qu'elles étaient, les gens déménagent, les habitants se mélangent, on n'a pas les ghettos qu'on voudrait. Le jour où l'Etat se décidera à donner de l'ampleur à la sectorisation, il faut bien se dire qu'il risque de rentabiliser une infrastructure élaborée avec les intentions les plus pures du monde.

Corollairement, la pratique du secteur recule les bornes de la pathologie. Tout comme le transport rapide ne raccourcit pas les distances, mais donne au contraire l'habitude des longs trajets, donc éloigne, on pourrait dire que la sectorisation, en brisant les murs de l'asile pour faire intégrer le malade dans le corps social, fait pénétrer la maladie en même temps. Est-ce que tout le monde ne va pas se retrouver malade mentale du jour au lendemain, surtout s'il est un tout petit peu marginal, en un mot, bizarre ?

Catherine Decouan

Philanthropophage

C'était à l'époque du Congo belge. Le général Mobutu, futur chef d'Etat du Zaïre invite à dîner son vieil ennemi et complice Moïse Tschombé. Ensemble, ils s'étaient arrangés pour faire disparaître le progressiste Lumumba, dont le monde était sans nouvelles. On amène le plat de résistance. Les deux convives se servent copieusement. Entre deux bouchées, Mobutu dit à Tschombé : «vous aimiez bien Lumumba, je crois ?». L'autre dit «oui, beaucoup». Alors Mobutu, désignant le plat de viande : «et bien, reprenez-en un peu !».

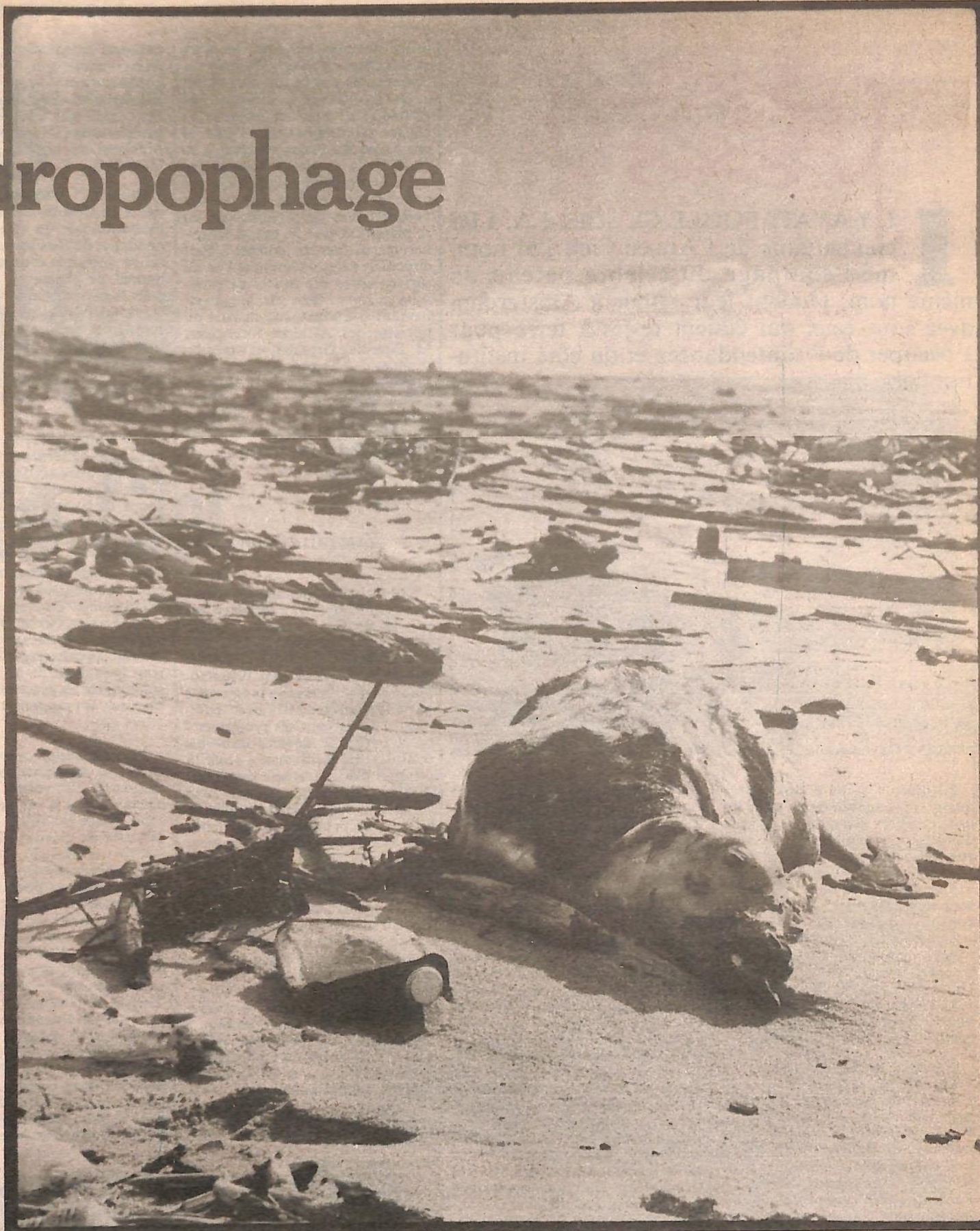
La découverte de reliefs humains cuisinés dans les réfrigérateurs de Bokassa justifie amplement, après coup, la décision française de lâcher l'Empereur de Centrafrique. Certains repas diplomatiques devenaient délicats. On comprend mieux désormais pourquoi le ministre Français des Affaires Etrangères, le bon De Guiringaud, avait jadis tendu une main molle à Bokassa, comme pour empêcher celui-ci d'apprécier la fermeté du bras et le velouté de la paume. On frémit par contre à l'évocation du geste fou du Président Valéry Giscard d'Estaing tournant imprudemment le dos à l'Empereur au dernier sommet africain. Il est des fins morceaux qu'il ne faut pas offrir à la convoitise d'un œil trop connaisseur.

Cependant, disons-le tout net, le «mon parent» dont Giscard avait jadis salué Bokassa sur le péron de l'Elysée nous plonge dans les affres cruelles du doute horrifique. On ne signale, c'est vrai, aucune disparition d'huissiers élyséens pouvant concomiter avec la réception en question. Une fois écartée l'hypothèse d'une parenté gastronomique, d'un cousinage gustatif, et d'un coup de fourchette symétrique, revient, lancinante, la question de ce familier «mon parent».

Que voulait signifier Giscard en se déclarant de la famille de ceux qui transforment leurs frigos en chambres froides et cuisinent leurs ennemis post-mortem ?

Mais c'est bien sûr...

Giscard voulait dire qu'il se sentait proche de ces agapes affectueuses et que seul un reste de convenances l'empêchait de sucer avec les doigts le fémur de Chirac. Car les hommes



politiques, penchés sans trêve sur leur amour du prochain, se veulent des philanthropes dans un monde froid et cruel. Bokassa, formé, ne l'oublions pas, à l'école humaniste de l'armée française, n'a fait que pousser à fond cette maxime occidental-chrétienne : tu aimeras ton prochain comme toi-même. Car, entre nous, quelle meilleure preuve de charité amoureuse puis-je donner à mon ennemi que de lui boulotter les phalanges en sauce comme si c'étaient les miennes ?

Tous les chefs d'Etat y songent. Bokassa, lui, a osé ! Nous saurons, désormais, en les voyant s'aimer à la télévision, que Mitterrand pense à un filet-mignon de Rocard à l'estragon et que Marchais bave sur un jambonneau farci de Poniowski.

Et nous les approuvons !

Car pourquoi l'humanité affamée, en mal de protéines, repousserait-elle

d'un air dégoûté l'émouvante pratique de l'anthropophagie ? Tel Catoblépas, monstre rabelaisien qui se bouffait la queue, nous devons envisager sérieusement cette façon de lutter contre la famine, tout en résolvant élégamment le problème de la surpopulation métropolitaine.

Ainsi, de proche en proche, et de blondes à croquer en brunes appétissantes, le vocabulaire amoureux pénétrera-t-il (en les fécondant) les rapports sociaux. L'homme ne sera plus cette marchandise anonyme qui meurt pour une pièce de métal et pourrit dans les placards à balais politiques. Sa valeur d'usage et sa valeur d'échange seront complétées par sa valeur nutritive. Le travailleur immigré, un peu nerveux, mais sec et sans graisse, sera apprécié par ceux qui suivent un régime amaigrissant. Nous pourrons par contre exporter facilement dans le Tiers-Monde nos diabétiques boursoufflés et

nos cadres à haute valeur lipidique ajoutée. Pour une fois, Raymond Barre rétablira l'équilibre de la balance du commerce extérieur et payant largement de sa personne.

Comme on l'imagine, ce sont des débouchés fructueux qui s'ouvrent devant nous, pour peu que nous sachions faire table rase du passé normalisateur qui obère l'efficacité de nos échanges commerciaux. Quand on voit ce qui se passe dans le monde, de Bangui à Poulo Bidong, quel sort l'homme réserve à l'homme, on n'a rien à regretter : mettre un homme sur sa table, finement découpé, arrosé d'un bon vin, sera, pour lui, une promotion.

Enfin une marque d'intérêt !

Arthur ●



IL Y AVAIT FOULE CE SOIR-LA. LES combattants de l'Arc-en-Ciel, j'ai nommé l'équipage du célèbre bateau du même nom, fêtaient leur retour à Amsterdam avec tous ceux qui étaient restés à terre pour s'occuper de l'«intendance» et du côté institutionnel.



La bière a coulé à flot, après quatre mois de campagnes pour les uns, et après des mois de débats de coups de téléphone, de lettres envoyées, de badges vendus... pour les autres. Croyez-moi, cela fait vraiment du bien de se retrouver tous ensemble, tous différents mais tous unis autour d'un objectif : « Sauver les baleines ». Amsterdam c'était aussi la réunion des groupes français, anglais et hollandais de Greenpeace, histoire de se voir, de faire le bilan de l'année, et d'entrevoir les directions pour 1980 : il y a encore du pain sur la planche.

Pourtant le bilan de l'année est vraiment positif. Du côté de la Commission Baleinière Internationale, dont la réunion s'est tenue du 9 au 14 juillet à Londres, un tournant déterminant a été pris :

- L'emploi des navires-usines pour la chasse des grands cétacés, à l'exception des petits rorquals, est interdit pour une période indéterminée ;
- L'Océan Indien, au nord de 55° sud, devient un sanctuaire baleinier pour une période de dix ans, avec un ré-examen de la situation après cinq années. Cette décision consacre le concept de sanctuaire baleinier, maintenant pleinement reconnu par la Commission Baleinière. Un sanctuaire baleinier est une zone totalement fermée aux flottilles de chasse sous le contrôle de la Commission Baleinière dans laquelle des efforts spéciaux doivent être entrepris pour protéger l'habitat des baleines et éviter la rupture de leur approvisionnement en ressources alimentaires.

- Les « permis scientifiques » de chasse ne pourront plus être délivrés sans l'aval du comité scientifique de la commission. Jusqu'à présent, un pays pouvait s'octroyer unilatéralement « un permis scientifique » de chasse, et le Japon avait récemment été accusé de camoufler l'exploitation commerciale de certaines populations (dans l'Océan Indien et le Pacifique nord-est en particulier) sous le vocable « recherche scientifique » ;

- Pour la première fois, la question de l'éthique de la chasse baleinière a été abordée par la Commission Baleinière ;

- Le Pérou, le Chili (qui viennent de se joindre à la CBI) et le Brésil ont annoncé l'arrêt de leurs industries baleinières respectives d'ici deux ans ;

- Les quotas pour les cachalots de l'Atlantique nord ont baissé malgré l'entrée de l'Espagne, mais ceux des rorquals communs et des rorquals de Rudolphi ont été sensiblement élevés (à cause de l'entrée de l'Espagne) ;

- Enfin, les problèmes posés par l'industrie baleinière pirate ont été soulevés et le Japon fut dénoncé photos à l'appui comme responsable de l'apparition de navires de chasse battant pavillon de complaisance pour échapper au contrôle de la Commission. A la suite de ces accusations, le Japon a annoncé formellement son intention d'interdire l'importation de produits baleiniers provenant de pays non membres de la Commission Baleinière, et l'Afrique du Sud, très impliquée dans le scandale du « Sierra », a adopté une loi coupant court à toute participation sud-africaine dans la chasse pirate. Toutefois la Commission fut incapable de trouver une solution d'ensemble à ce problème.

Mais tout n'est pas vert dans le royaume de Greenpeace. En Islande tout d'abord, le Combattant de l'Arc-en-Ciel fut arraisonné trois fois cette année. La troisième, l'équipage refusa de remettre en marche les moteurs pour suivre les gardes-côtes jusqu'à Reykjavik. Arrivé dans la capitale de l'Islande l'équipage fut consigné à bord et ne put pendant plusieurs heures rejoindre l'avocat islandais pour le prévenir de cette arrestation illégale en eaux internationales. Trois canots pneumatiques dont le RI 28, le plus rapide et le plus efficace, furent confisqués. Un arrêt de la cour suprême islandaise jugea illégale cette arrestation et ordonna la libération de l'équipage et la resti-

tution des pneumatiques. Mais les gardes-côtes refusèrent de rendre ce derniers. Ils y sont toujours. C'est ce qui a obligé le Combattant de l'Arc-en-Ciel à quitter les zones de chasse islandaises alors que la campagne de chasse touchait à sa fin. Et puis il y a eu ce coup de feu tiré d'un des navires baleiniers par un chasseur excédé sur un des pneumatiques qui l'empêchait, en se plaçant devant le canon lance-harpon, de tuer les baleines à bout de souffle venues reprendre l'air en surface après des heures de poursuite au sonar. Bien sûr, le gouvernement islandais, par la voix du ministre des Affaires Etrangères, M. Benedikt Grondal, et après les dizaines de télégrammes de protestations qu'il a reçus à la suite de l'arraisonnement en eaux internationales, a déclaré que la politique baleinière islandaise allait faire l'objet d'une étude complète.

MAIS QUI CROIRE

Les Pays-Bas viennent de retarder au printemps 80 l'embargo sur tous les produits baleiniers. Quant à la France, qui avait promis à la réunion de la Commission Baleinière Internationale de juin 1976 l'application d'un embargo progressif à partir de janvier 1977 non seulement n'a pas tenu ses promesses - on a perdu le dossier dans les couloirs du ministère - sous la pression des industriels des lubrifiants, mais s'est permis en 1978 d'importer 573,2 tonnes d'huile de baleines en provenance du Pérou. Bien sûr en sachant pertinemment que ce pays est un célèbre repaire pour les baleiniers pirates qui écument les mers pour le compte du Japon - par l'intermédiaire de la Taiyo Fishery Company, multinationale japonaise de la pêche et des transports maritimes liée au géant Mitsubishi -, chassant toutes les baleines qu'ils trouvent sans discrimination de taille, sans se soucier de savoir si elles appartiennent à des espèces officiellement protégées. Une lettre du 16 août envoyée à M. D'Ornano à ce sujet est toujours sans réponse.

Et puis le Japon vient de refuser la présence d'un observateur inter-

national indépendant au bord du navire-usine qui doit partir en octobre vers l'Antarctique pour chasser le Minke - seule espèce non concernée par l'interdiction des navires-usines. Cela ne laisse rien présager de bon quant à leurs intentions.

Et puis l'URSS vient de demander à la Commission Baleinière Internationale un vote par correspondance de tous les pays membres sur sa demande d'un quota exceptionnel de chasse en navire-usine pour la période de 79/80 et portant sur 1500 cachalots. La majorité simple est requise pour l'acceptation d'un vote. Les trois quarts doivent être d'accord pour que le quota soit accordé. Tous les moyens sont bons pour les grands de ce monde.

Côté nucléaire, l'intervention contre le déversement en mer de déchets radioactifs par le navire britannique « Gem » fut repoussé à coups de lance à incendie (1) et la tentative de récupérer un des fûts de déchets dans un pneumatique se solda par un échec. Par contre le Pacific Fisher transportant des déchets nucléaires du Japon vers Windscale et La Hague n'a plus le droit de s'arrêter à Honolulu. Le gouvernement de Hawaï a en effet interdit provisoirement l'escale à tout transport de déchets radioactifs après les pressions des syndicats et de la population.

Pour terminer, apprenez qu'un chercheur du département de l'agriculture de l'université de Tokyo a découvert que la viande de cachalot consommée au Japon contient des niveaux de mercure de 2,3 PPM (partie par million), soit six fois la dose admissible par les autorités japonaises (0,4 PPM). Il n'a jamais été prouvé qu'une dose de mercure soit « admissible » à un niveau quelconque. 1900 cachalots ont été consommés l'année dernière au Japon. Quant aux laboratoires de recherches sur les pêches Tokai de Tokyo il trouva un niveau de mercure 130 fois supérieur à la dose limite sur un dauphin Tursiops. Il mit également en évidence un taux de mercure de 10 à 12 fois le taux légal sur deux espèces de dauphins pélagiques, c'est-à-dire ceux qui sont le plus consommés au Japon. 20 000 dauphins furent capturés

l'année dernière au pays du soleil levant.

Nul besoin de rappeler les dégâts du mercure sur le système nerveux et les enfants à naître. Le seul nom de Minamata vous suffira sans doute. Les baleines se trouvant en bout de chaîne alimentaire, la mer doit être sacrément polluée par le mercure.

Alors avec tout cela, pourquoi s'étonner que les baleines se suicident toujours plus nombreuses chaque année en se jetant sur les côtes - à moins que ce ne soit le mercure qui attaque leur système nerveux. Ces êtres ont choisi de s'adapter à leur milieu, la mer, alors que l'espèce humaine a choisi, elle, d'adapter son milieu à son image... et pour cela le détruit.

Ces êtres, sans aucun moyen de défense, qui ont choisi de vivre au gré des courants marins, par groupes d'affinités, disparaîtront-ils définitivement des océans sous les coups de canon d'une espèce qui refuse d'accepter qu'une intelligence égale sinon supérieure existe à deux pas et non, loin dans l'espace.

Ces êtres, porteurs d'espoirs, des groupes d'individus à travers le monde ont décidé pour les sauver de l'imbécillité de l'espèce humaine. Greenpeace a besoin de vous pour mener à bien ses campagnes, vous devez le comprendre. Il est toujours difficile de persuader les gens que le simple geste d'envoyer un soutien financier est énorme, même si on aimerait que chacun s'y mette.

Mais une victoire de l'écologie sur la technocratie créerait sans aucun doute un souffle d'optimisme chez tous ceux pour qui l'être compte plus que l'avoir. Alors voici leur adresse :

**Greenpeace,
31 rue du Mail
75002 Paris.**

Paul Sigogneau

(1) Cette violence qui répondait à notre action totalement pacifique met en évidence à nos yeux les extrémités auxquelles est amenée l'industrie nucléaire lorsqu'elle est confrontée à une opposition déterminée.

Greenpeace / Deloffre

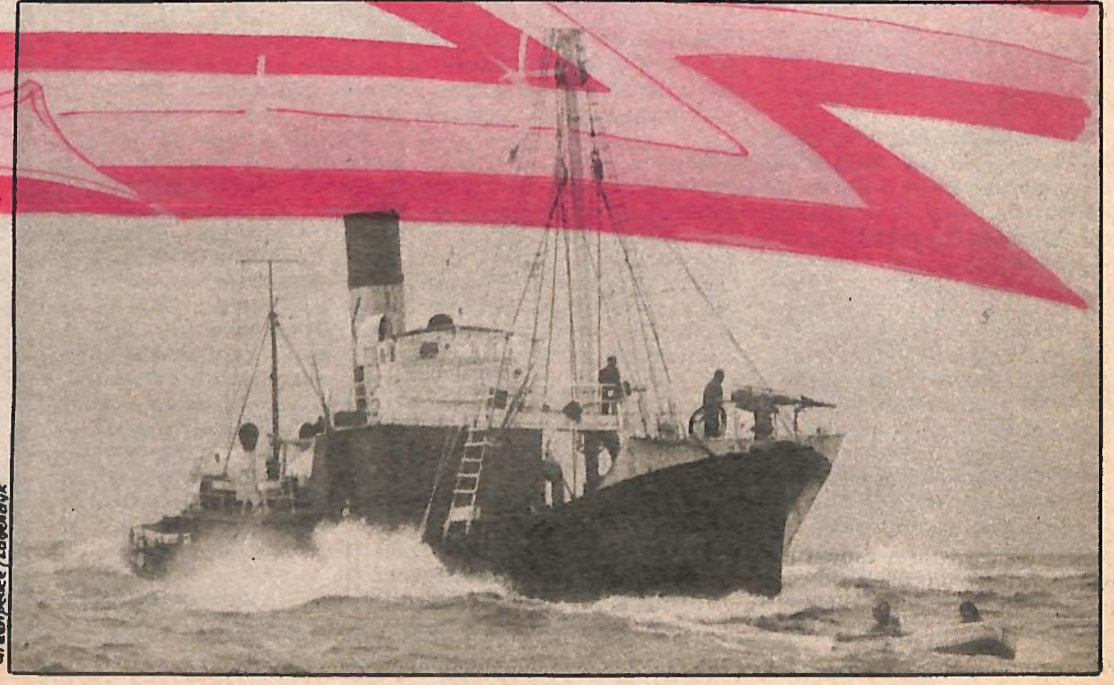
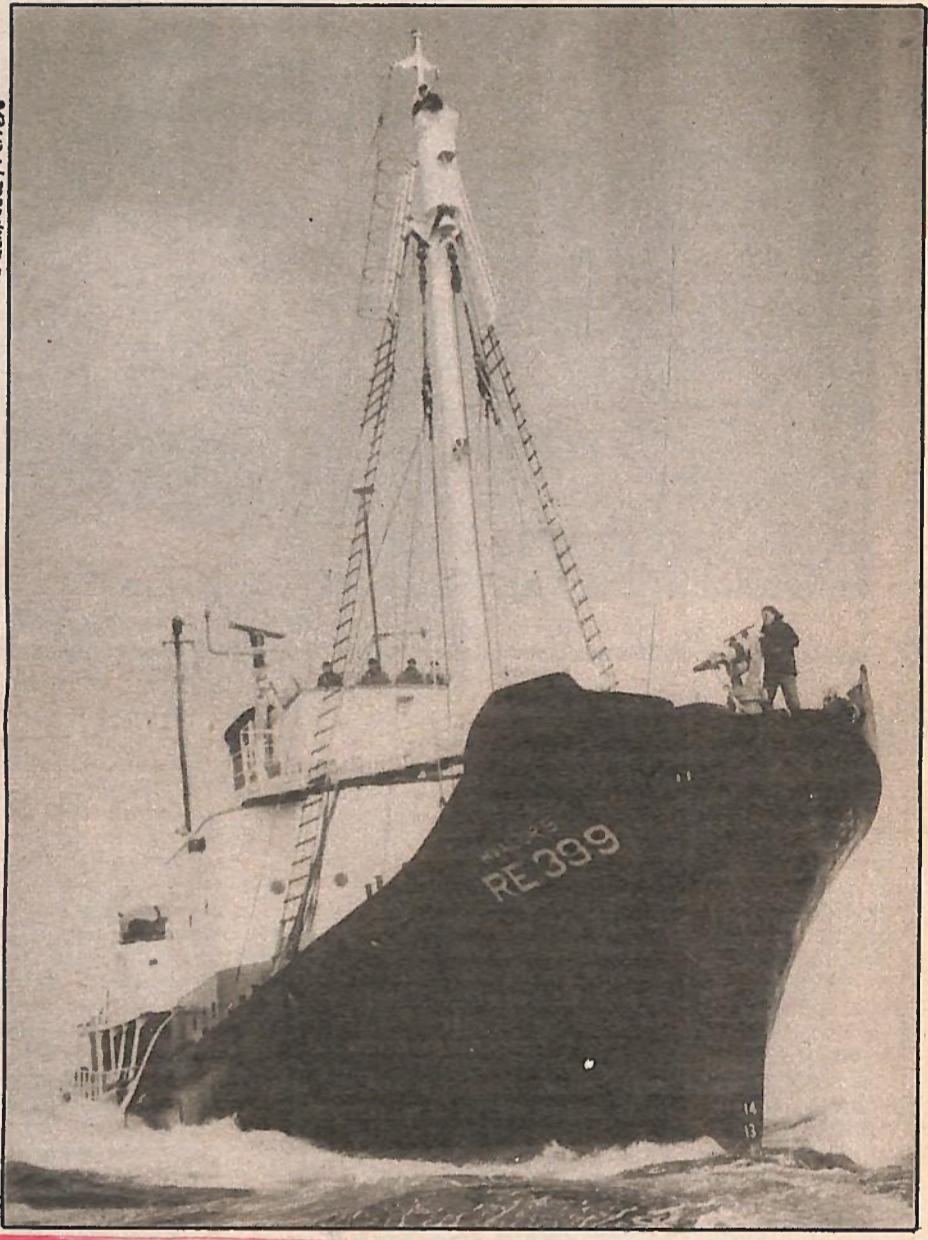


LE REPOS
du Combattant
de l'Arc-en-Ciel

**Pour empêcher
 l'irréparable
 et construire
 le possible**

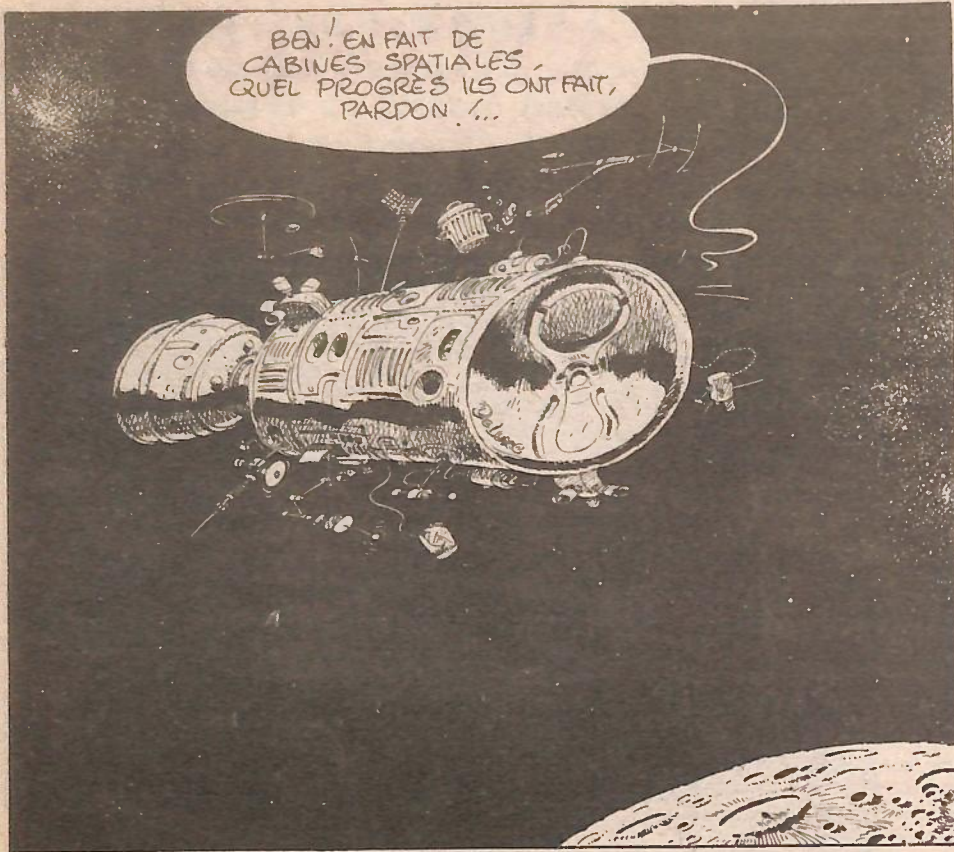


Groenpeace / Ferrer



Groenpeace / Loozen d'yk

ORDONNANCE



Rosbeef : Saluons ici une louable initiative des Editions 11-18 qui décident de redonner au public français les meilleurs textes de Charles Dickens quasiment introuvables en édition de poche, sauf **De grandes espérances**, au Livre de Poche (n° 420) et **Olivier Twist**, chez Folio (n° 386). On va donc pouvoir se replonger avec délice dans les plus beaux livres du roman anglais : dans **Mr Pickwick** (deux tomes, 10-18 n° 1338 et 1339) surtout, une succession de gags bien caractéristiques de ce qu'on appelle humour anglais. Moi, j'aime. Tout cela est d'autant plus intéressant que Dickens n'oublie jamais le contexte social : **Olivier Twist** (deux tomes, 10-18 n° 1336 et 1337) est un voyage hallucinant dans un Londres bouffé par la bourgeoisie victorienne.

Malaise : Les journaux de SF sont très fatigués et meurent les uns après les autres. Sauf le bimestriel **Opzone**, fabriqué par les jeunes éditions Ponte-Mironte, qui présente l'actualité critique de la science-fiction d'aujourd'hui. Des informations et des analyses de livres : juste ce qu'il faut pour se tenir au courant de la SF qui bouge. Et c'est vrai qu'elle bouge, les lecteurs de **La Gueule Ouverte** qui en ont chaque semaine une nouvelle inédite en savent quelque chose... **Opzone** n° 2, c/o Jacky Goupil, Ponte Mi-

ronte, Pomy, 11300 Mimoux. Le n° : 5F. Hé, Jacky, tu m'envoies les bouteilles de blanquette de Mimoux que tu m'avais promises ?

Guignol : Il a fallu attendre 44 ans pour voir enfin publié en France un roman de Charles Finney, **Le cirque du Docteur Lao** (J'ai Lu, n° 948), mais ça valait le coup de prendre patience. Un jour, un cirque un peu bizarre débarque dans une petite ville de l'Arizona. Et aussitôt, c'est l'explosion. La rencontre entre des créatures mythologiques comme la Chimère, le Serpent de Mer et l'Oiseau Roc et les pauvres types de l'Amérique profonde permet à Finney de nous offrir un chef-d'œuvre d'humour de baroque et de terreur. Finney radiographie l'imbécillité américaine et c'est plutôt réjouissant.

Bavure : Hé, les flics ! Après Moreau, il faut aller passer à tabac Maspéro, si vous ne voulez pas faire votre boulot à moitié. C'est sûr qu'il refusera de vous montrer sa carte d'identité surtout si vous la lui demandez quand il est assis à son bureau. Ce sera un beau prétexte. Et frappez fort, surtout, parce que Maspéro fait de plus en plus de bons livres. C'est vrai que vous ne savez pas lire. Mais vous pouvez me faire confiance... Par exemple : **Les 56 Afriques**, un guide politique de A à Z

par Frank Tenaille, pour tout savoir sur le continent de l'avenir. Ou encore **Etre communiste en Allemagne de l'Est** de Robert Havemann, un témoignage sur le stalinisme toujours vivant. A lire juste après un autre cri accablant, **Terre, terreur, liberté**, de Christine Fauré, du côté de Moscou et de son histoire. Sans oublier le livre du mois : **Le rétablissement de l'ordre**, de Milan Simecka, ou les dessous de la normalisation tchécoslovaque. Vous pouvez toujours demander son catalogue gratuit **Livres partisans** à Maspéro avant qu'il n'entre à l'hôpital. Editions Maspéro, 1 place Paul Painlevé, 75005 Paris

Plié : de rire, avec des vedettes, dans le nouveau **Fluide Glacial** (n° 4), 9F. 120 bis, bd du Montparnasse, 75014 Paris. Abonnements : 6 n° : 49,00F, le seul mensuel de BD avec **Hara-kiri** des Editions du Square à travailler dans le créneau Gros Humour, quand tous les autres jouent les intellos. Franquin, Goossens, Léandri, Hugot, Gimenez, Gotlib, Binet, Frémion et j'en passe, je les connais bien et je peux vous dire qu'ils sont franchement insupportables. C'est simple : chaque fois que je les fréquente, je suis obligé de changer ma petite culotte. C'est une preuve, ça.

Bernard Blanc

AUTO MOBIL et AUTO GESTION

L'automobile est toujours le symbole de la liberté individuelle, de la puissance, du prestige social, instrument de toutes les compensations affectives des mutilés de la société industrielle. Au point que les ménages français lui consacrent 12% de leurs revenus.

Pourtant nous avons pu croire qu'elle avait pris un coup de vieux avec les formidables campagnes d'opinion que nous avons menées. Comme gauchistes de 1970 à 1972 avec l'agitation en faveur des transports en commun (1), puis comme écologistes en faveur du vélo (2).

La réponse technocratique à ces campagnes a été, pour les premiers, la carte orange parisienne et des investissements lourds en site propre, aux suivants, les rues piétonnes commerciales et les pistes cyclables, avec des variantes dans les métropoles régionales. De ce programme nous voyons actuellement la réalisation.

Mais nous pouvons constater que cela n'a pas atteint le statut de l'automobile dans le fonctionnement pratique et idéologique de notre société industrielle. D'une voiture pour 3,5 habitants en Europe, nous allons vers l'apothéose américaine (une pour 1,5 habitant). Chirac regrette l'abandon de la Voie Express Rive Gauche pourtant à moitié réalisée, et les autoroutes péri-urbaines engorgent les villes et s'allongent sur le territoire qu'elles divisent stratégiquement en cas d'accident nucléaire.

Cette force d'expansion des mange-bitumes tire sa vitalité de la puissance du lobby de l'industrie automobile. Il emploie en effet 250 000 travailleurs industriels, fait vivre un actif sur sept soit près de deux millions de gens. Pourtant cela peut changer rapidement, l'avenir de l'industrie automobile n'est plus aussi somptueux qu'il y a quelques années. Il est de la responsabilité des autogestionnaires écologistes d'inverser les salariés de l'automobile à y

réfléchir à temps pour qu'ils ne subissent pas le sort des sidérurgistes lorrains qui se réveillèrent bien tard.

Après la sidérurgie, l'automobile

Sans que l'on puisse faire les mêmes procès d'intention aux patrons de l'automobile (3) qu'aux maîtres de forge il est probable que cette industrie va rencontrer des conditions objectives de regression.

Sur le marché mondial la part française va se heurter rapidement aux productions nord-américaines et japonaises. La reconversion américaine vers la « petite » voiture est entamée pour des problèmes d'énergie ; par ces économies d'échelle, elle supplantera le haut de gamme européen. Et les mini voitures japonaises peuvent débarquer à l'horizon de 1985 et s'assurer la même hégémonie que celle obtenue dans la moto. La part de la production japonaise dans le monde est déjà passée de 1,4% à 16% ces vingt dernières années (4).

Quant au marché français, il n'a cessé de s'accroître, constituant la base du dynamisme de notre industrie automobile ; le seuil de saturation (300 voitures pour 1000 habitants) peut ne pas correspondre à une baisse de la production par une réduction de la durée technique (fragilité) et psychologique (mode) d'utilité. Mais la fermeture des exportations, le transfert de la production vers les pays à main d'œuvre à bon



marché (Espagne et Portugal, Tiers-Monde) peuvent asphyxier la production française, surenchérir ses coups et risquer de réduire la demande.

La consommation de voitures peut donc ne pas regresser, la demande peut rester forte, même si l'utilisation en est moins intensive pour des raisons économiques. On peut donc spéculer sur un maintien de l'équipement automobile des Français (5).

Mais il y aura de toutes façons modification de l'appareil de production et élimination d'emplois.

Il y a devoir pour les autogestionnaires écologistes d'annoncer cette menace aux salariés de l'automobile. Sans auto-censure car la formule « il ne faut pas désespérer Billancourt » joue au sein du mouvement ouvrier le même rôle répressif que la « raison d'Etat » dans le mouvement démocratique et libertaire.

Si nous avons manqué de lucidité ou d'efficacité pour prévenir la catastrophe sociale de la sidérurgie lorraine, nous avons mieux à faire et à dire pour l'industrie automobile.

Ne pas défendre le vieux monde

Nous ne défendons les équipements hérités du mode de production capitaliste. Chacun à sa façon conteste le rôle de la voiture individuelle et des camions des déplacements et les transports : il s'agit d'un mode archaïque, destructeur de la ville, gaspilleur d'énergie, polluant et bruyant, coûteux et triste. Jean-Claude Delarue et sa fédération d'usagers des transports, Michel Mousel et la commission Transport du PSU l'expliquent. Des associations comme l'ADTC à Grenoble et Combat-Transport à Paris le popularisent. Nous demandons sa régression aux seules zones rurales et au Tiers-Monde peu habités dans les zones désertiques (et encore...). Ailleurs, tout pour les transports en commun et à usagers successifs multiples (taxis). Bientôt, l'Ailleurs s'étendra.

Aussi nous ne défendons pas l'industrie automobile, mais nous proposons aux travailleurs la reconversion de leur activité au bénéfice des laissés pour compte de la croissance capitaliste et des victimes du pillage des ressources. Et pour leur bénéfice propre en terme de produire autre chose et de vivre autrement (6). C'est ce que disent en septembre 1979 les postiers qui demandent une prime de vélo de 900F pour relancer Manufrance.

Louis Jouve

Les nouveaux embarras de Paris chez Maspéro.

(2) L'apparition du vélo dans l'iconographie politique date de 1976 avec les dessins de Brice Lalonde pour les Amis de la Terre, et une affiche du PSU aux élections municipales de mars 1977.

(3) Encore faut-il noter que la main d'œuvre est passée de 370 000 à 250 000 depuis 1969, que les immigrés y sont nombreux, ce qui faciliterait leur liquidation, et que les investissements du Fond Spécial d'Adaptation Industrielle ont été pour les 2/3 attribués à l'industrie automobile depuis un an.

(4) Selon Michel Godet, *Le Monde* du 3 juillet 1979.

(5) C'est ce relatif maintien de l'équipement des Français en voiture que retient la RATP avec sa campagne sur la « RATP 2ème voiture des Français ». Le projet ALTER, esquisse d'un régime énergétique tout solaire, envisage aussi le maintien de la voiture individuelle.

(6) Les syndicats de Renault ont montré l'absurdité de la croissance de l'industrie automobile en organisant il y a deux ans à l'île Seguin une heure de grève car les parkings y sont devenus trop petits pour leurs voitures individuelles.

Les murs ont des oreilles



Les semaines se suivent et ne se ressemblent pas. La dernière fois, les jeunes rockers m'avaient échauffé les oreilles. Ce coup-ci, au contraire, c'est avec grand plaisir que je vois une partie des musiciens pop se politiser et faire en sorte de régler ses comptes à leur plus grande contradiction (qui est aussi l'une des nôtres) : comment aimer le rock et détester les centrales, quand on sait que le moindre concert des Who, par exemple, déplace 200 tonnes de matériel ? Insoluble question : il faut de l'électricité en pagaille pour faire de la musique.

Depuis la mi-septembre, quelques grandes vedettes du show-bizz n'hésitent plus, quitte à avoir des problèmes d'approvisionnement par la suite... Elles ont fondé une association de musiciens pour lutter contre le nucléaire. C'est le Muse, Musicians United for Safe Energy qui se démène comme un fou pour organiser des concerts gratuits et sensibiliser le plus grand public à cette question essentielle, surtout depuis Harrisburg. On retrouve là Bruce Springsteen, Peter Tosh, Ry Cooder, The Doobie Brothers, Jackson Brown et quelques autres.

Ce sont leurs disques que vous écouterez donc en priorité. De Bruce Springsteen, **Darkness on the Edge of Town** (CBS 86061), un grand show, une grande voix, une vitalité que l'on est heureux de voir employer aujourd'hui contre les neutrons. De Ry Cooder, le tout dernier album, très sophistiqué : **Bop Till you Drop** (Warner Brothers WB 56691,

dist. WEA). De Jackson Brown quelque chose de plus ancien que vous garderez précieusement toute votre vie tellement c'est beau : **Running on Empty** (Asylum Records 53070 dist. WEA). Le disque date de 77, mais vous ne perdrez pas votre temps à le chercher. Une telle sensualité s'en dégage que vous fondrez tout doucement pendant qu'il tournera.

Et de Peter Tosh, essayez **Mystic Man** (Rolling Stones Record, dist. Pathé Marconi) qui allie le reggae, le rock, et le disco de la plus merveilleuse des manières. Peter Tosh est un phénomène, dans son genre. Autant ses positions politiques sont pures et dures (et ce n'est pas étonnant de le voir prendre parti contre le nucléaire, lui qui préfère en outre les joints à l'uranium 235, parce que ça défonce mieux et ça fait moins mal...) autant sa musique compromet le reggae avec les tics occidentaux. Mais le résultat est excellent. Peter Tosh est belliqueux au possible, il appelle à la révolte, il lutte de toutes ses forces : Pas de chansons d'amour dans **Mystic Man**. Que des coups de poing dans la gueule. Et tout ça en dansant. Avouez que c'est tout de même plus agréable de faire passer les messages de cette façon que de poiraüter 5 heures dans un meeting !

Chaque fois que vous passerez **Mystic Man**, grâce au Muse vous vous battrez un peu contre le nucléaire. Hé, tu n'exagères pas un peu ? Si, bien sûr.

Un autre groupe, dans son genre, fait un travail politique.

C'est Devo, dont le second album, **Duty now for the Future** (Virgin 2933-782, dist. Poludor) se fait esquisser par tous les critiques professionnels des deux côtés de l'Atlantique. Ils sont tort, bien sûr, comme d'habitude, car ce disque est l'un des meilleurs de l'année. Devo, au premier abord, peut rebuter, c'est vrai. Il charrie toute la quincaillerie technologique. Mais c'est pour mieux la démolir, mon enfant. Leurs grimaces, leur show ultra bizz, leur légende et leur plastique peut exaspérer. Mais au delà du spectacle (à leur avantage, tout de même, on peut dire qu'ils mettent en pleine lumière les mécanismes de cette société du spectacle dans ce qu'elle a de plus absurde) Devo a une voix, un son, une façon totalement originale d'aborder la musique. Et **Duty Now for the Future**, entendu une fois, ne cesse de résonner dans le cerveau. Essayer, vous verrez.

Devo regarde le monde moderne à travers ses appendices rebutants : la vidéo, la télé et tous les nouveaux modes extravagants de communication. Devo démonte la machine, met le doigt sur ses contradictions, traduit tout ça en musique et en films. Il s'attaque aux technocrates, ces **singes malades et drogués à mort**.

C'est sûr, Devo lirait **La Gueule Ouverte** si on pouvait vendre le titre aux Etats-Unis. Les offres sont à faire à la rédaction.

Bernard Blanc

DESARMANT!



Il n'est pas vain de dénoncer le scandale de la faim dans le monde pendant que la course aux armements continue de plus belle. Soyons gré au Partito Radicale et à ses amis français de remuer la merde. Mais en des termes aussi naïfs, il faut le faire : «Il ne faudrait que 85 millions de francs par jour pour sauver ces enfants.»

Comme s'il suffisait d'envoyer du fric à papa Bongo, à l'ex empereur Bokassa, Mobutu, Hassan II et autres crapules. Pendant que les derniers lambeaux de l'extrême gauche se déchirent entre ceux qui condamnent l'agression vietnamienne au Cambodge et ceux qui condamnent l'aide de la Chine au régime fasciste de Pinochet, écologistes et non violents remettent en selle l'aide au Tiers Monde. Me voilà ramené à l'âge de mes 16 ans, en 1958, où je me disais que l'Algérie avait encore besoin de l'aide maternelle de la France ! Ah bigre comment expliquer de façon non violente à cette chère Fernex ce que les épisodes tragiques de la guerre d'Algérie puis 2 ans de coopération m'ont fait découvrir... J'ai préféré ne rien dire, j'aurais été trop méchant.

Donc le but de ces 2 journées était :

- d'entraver le débat du Parlement Européen sur la coopération en matière d'armement. Ce n'est pas mal.

- de condamner les ventes d'armes, ce qui est louable mais peut être trop demander à ces marchands de canons.

- de réclamer la création d'une agence européenne de lutte contre la faim, ce qui est bien gentil.

Mais la lutte contre la faim consiste-t-elle à envoyer du fric aux différents cousins de Giscard qui résolvent leurs problèmes de famine en zigouillant les gosses ? On n'a pas entendu une seule évocation de cette monstrueuse comédie impériale (les copains et les copines à Giscard y veillaient). On n'a rien dit sur l'envoi de troupes en Centrafrique il y a quelques jours ; sur la lutte contre les Sahraouis, toutes ces multiples formes d'aide de la mère Patrie (1). D'ailleurs, qui pouvait dire bien connaître les problèmes des pays du Tiers-Monde ? Il n'y avait pas une seule personne de ces pays : Mais que de bonnes intentions !

L'association SOS Sahel présente son opération «3 000 pompes villageoises» : des pompes d'usage simple qu'un animateur apprend à réparer. Aucune discussion pour apprécier la validité de cette forme d'aide. SOS Sahel projette ensuite un film sur les pompes solaires de la SOFRETES récupérée par Renault et Total : Ne vous fatiguez plus les négresses à tirer sur la corde pour puiser de l'eau, le soleil est là assisté de multinationales charitables pour faire ce travail. Mais pas un mot sur les mecs qui roupillent ou palabrent pendant que les femmes puisent l'eau et se coltinent les récipients sur la tête. Dans le film comme dans le débat on n'aborde pas l'oppression de la femme, on ne critique pas l'oppression des traditions et des régimes politiques en place, comme si ça n'avait aucun rapport avec les gosses qui crèvent. Personne ne remarque que si les puits étaient équipés d'une poulie, le poids du seau serait divisé par 2 et qu'un âne ou un chameau pourrait tirer la corde et qu'on n'aurait pas besoin du thermicien, du

mécanicien, du plombier pour entretenir l'installation au tarif de faveur des multinationales (2). Fini les procédés archaïques, vive les procédés écologiques des multinationales. Et, alors qu'avant les femmes savaient pomper de l'eau, il faut faire appel aux techniciens européens moyennant finances pour pomper l'eau. C'est le progrès. Ce film montre bien le but de l'aide au Tiers Monde : Que les populations désapprennent ce qu'elles savaient faire et deviennent de plus en plus dépendantes des pays occidentaux. T'es bien mort Frantz Fanon.

Le soir, avec Moustaki, il y avait un peu plus de style. Avec sa gueule de Jésus Christ un peu fanée mais qui doit encore plaire aux femmes, nous fredonnons contre la violence, pour la vie douce, nous déclarons l'état de bonheur permanent et patatchi et patatcha. A la fin, il revient pour nous demander de chanter avec lui la chanson de Sacco et Vanzetti pour un copain à lui qui vient d'être assassiné à Paris. Moustaki, t'es un vrai frère, un homme en or et, putain, tout le monde est resté le cul sur la chaise à consommer la mort des militants des causes perdues, ceux qui osaient jouer avec leur vie pour la révolution. Dire qu'il a fallu après subir le préchi précha de François Roux, brillant avocat, sur le Larzac et les Polynésiens. Je les aime bien mais j'ai pas besoin qu'on prenne un ton de curé pour m'en parler.

Le lendemain matin, tout le monde bien sage dans sa commission. Bzih, bzih, bzih. Je me fais engueuler parce qu'avec mon poste, je fais Radio Verte Fessenheim trop fort, l'émission sur les ouvriers paysans gêne la commission «action sur le conseil de l'Europe». Excusez moi, mesdames et messieurs les diplomates, je vais baisser la voix du peuple alsacien. Mais au moins remarquez qu'on reçoit parfaitement RVF dans les salons feutrés du Palais des Congrès malgré les deux flics et leurs bergers allemands qui font les hôtesse d'accueil.

L'après midi, grand blablabla de Brice Lalonde qui se fait traiter de libéral avancé, grand taratata de Jean Fabre qui ne suscite pas de réaction parce que tout le monde cherche où est passé le fil de sa pensée. Une motion finale sort du corsage de Solange Fernex, amendements, clac, boum, adopté, signé, tapé, diffusé. Vive la paix, à bas la guerre, ayez pitié des pauvres, v'là le résumé.

Ah si on avait dit qu'avant d'aider le Tiers Monde faudrait p'têt pas l'exploiter, faudrait p'têt produire ce que l'on consomme, vivre en autarcie régionale et cesser d'acheter à un prix dérisoire les matières premières dont nous manquons (3). Commençons par bouffer nos goldens au lieu de les brûler au fuel et n'achetons plus de bananes (qui c'est scandaleux- sont moins chères que les

Tandis que Marco Pannella poursuit sa grève de la faim -commencée le 18 septembre afin d'obtenir qu'un débat sur la faim dans le monde soit inscrit à l'ordre du jour de la Session en cours du Parlement Européen, un certain nombre d'associations et partis politiques organisaient, il y a quinze jours à Strasbourg, les 24 heures Européennes sur armement et faim dans le monde.

Cette manifestation, faute d'avoir été correctement préparée, semble s'être soldée par un échec tant du point de vue de la participation que de celui de l'approche du sujet traité.

Deux visiteurs alsaciens nous font par ci dessous de leurs critiques tandis que François de Ravignan explique, dans une lettre envoyée aux organisations, les raisons qui l'ont amené à ne pas se rendre à Strasbourg.

pommes). Cessons de bouffer les bananes, les cacahuètes, le cacao, le café produits par des populations dont les gosses crèvent de faim. Dénonçons les gouvernements africains qui forcent leur population à abandonner les cultures vivrières pour les cultures d'exportation ; et les multinationales qui profitent de la sécheresse et de la famine pour exploiter la main d'œuvre réfugiée dans les villes (4).

Et si les jeunes qui refusent de faire le service militaire au lieu de chercher à se faire foutre en tôle redonnaient un nouvel élan au service civil en allant dans ces pays voir ce qui se passe et apprendre ce qu'est un âne, une poulie, une bêche et une binette. Ils laisseraient derrière eux des jardins verdoyants ! Nous pouvons créer ce genre d'association. Il doit d'ailleurs en exister déjà (5). Nous ferions ça pour développer l'amitié des peuples, contre la guerre.

Mais non on ne l'a pas fait. On s'est contenté d'aller faire des prières à ceux qui vivent de la faim des autres, les marchands de canons et de centrales nucléaires.

Jacques Morel

1) cf «L'impérialisme français» CEDETIM-MASPERO

2) On lira avec intérêt l'article sur les technologies alternatives paru dans Le Monde du 12 septembre 1979 page 13-14 et l'article de Jean Gimpel dans «La Recherche» de septembre 79

3) cf «L'utopie ou la mort» de Dumont (Politique SEUIL)

4) Article de Pierre Bonte sur la sécheresse paru dans «Aujourd'hui, l'Afrique» n°3 1975, 94 rue Jean Pierre Timbaud 75 011 Paris

5) GRET 34 rue Dumont d'Urville 75116 Paris. SOS Sahel BP 99 91370 Verrières le Buisson (avec le patronage de la Maréchale Leclerc ! et de l'inévitable Le Prince Ringuet !)

L'improvisation est à éviter

J'ai renoncé à me rendre à votre invitation à Strasbourg les 22 et 23 septembre, et voici pourquoi :

Si à la réunion d'Europe-Ecologie à Chamerolles il a été décidé d'organiser des week-end à thèmes, il ne me paraît nullement évident qu'il fallait commencer par le thème sur les rapports de l'armement et de la faim dans le monde, sans qu'une réflexion sérieuse ait été entreprise là dessus, et sans que la base ait été aucunement consultée.

Des expressions contenues dans le tract d'invitation, telles que : «17 millions d'enfants meurent de faim, or il ne faudrait pour les sauver que 85 millions de francs par jour» ou encore : «un grand bol de riz sera servi moyennant 5F, somme journalière nécessaire pour sauver un enfant dans un pays du Tiers-Monde» laissent entendre que la solution au problème de la faim serait un problème d'argent, serait de l'ordre du don et de l'aide, ou encore qu'un système de vases communicants entre les pays riches et le Tiers-Monde suffirait à le résoudre.

J'ai suffisamment combattu de telles conceptions, que je considère non seulement comme fausses, mais comme démobilisatrices, pour penser devoir réagir contre elles



par l'absence à la manifestation d'une part, et la publication de cette lettre, d'autre part (que j'envoie à La Gueule Ouverte et à Ecologie).

Ce qui est plus grave encore c'est que ces conceptions sont en contradiction avec le texte de la plate-forme d'Europe Ecologie sur l'Europe et le Tiers-Monde qui, au contraire, voyait une relation entre la réduction des famines et une diminution des échanges commerciaux entre l'Europe et le Tiers-Monde, et affirmait : c'est en mettant de l'ordre dans les économies de nos pays que nous diminuerons nos dépendances. Cette même plate-forme n'envisageait l'aide qu'à titre de «transition», position sur laquelle je ne suis d'ailleurs personnellement pas d'accord. Votre projet des 22-23/9 insisté au contraire sur l'aide : aide matérielle directe, aide à long terme...

Ce sujet de la croissance actuelle de la faim dans le monde est trop grave pour souffrir à l'avenir n'importe quelle improvisation. Un mouvement qui se prétend politique doit penser selon une logique politique et non se laisser guider par des logiques d'aumône, dont on connaît par ailleurs l'inefficacité voire la nuisance. Je suis prêt à avoir avec vous une discussion sur ces points.

François de Ravignan

TRISTE SAMEDI

L'Allemand pullule à Strasbourg, comme d'habitude. La capitale européenne, les Alsaciens l'ont, mais c'est le Deutsch Mark qui en profite.

Le Palais de la musique et des Congrès est justement à la dimension européenne. Verre et béton, l'architecture locale. Première rencontre : deux magnifiques beaufs en uniforme, leurs flingues et leurs chiens tournent autour de l'édifice espérant confusément que quelque radical italien tente une traversée des pelouses.

Le hall d'entrée est transformé en salle de restaurant. Quelques centaines de couverts. Trois fourchettes : il y aura fromage et dessert. Escalier, hall, couloir, hall, escalier, couloir. Ariane, tiens bon le fil ! Tout est luxe et lumière. Tout sent le gaspillage. Pourtant je ne me suis pas trompé d'adresse et je trouve enfin la salle Schumann. C'est ici que le Partito

Radicale organise, durant ce week-end, vingt-quatre heures européennes sur l'armement et la faim dans le monde.

Il faut croire que beaucoup de gens n'ont pas trouvé l'endroit, ou se sont perdus dans les couloirs, car la salle est presque vide. Je suis en retard. Au moment où j'entre, Marc Brunchweiler (P.S. Conseiller Général du Bas-Rhin) dit être «entièrement d'accord...» (une chance). Dans la salle, très intéressé, Adrien Zeller (député maire de Saverne-majorité) probablement d'accord lui aussi.

Les chiffres sont là et personne ne songerait à les nier. Faire un parallèle entre les dépenses pour l'armement et les victimes de la faim dans le monde offre la possibilité de mettre tout le monde d'accord : c'est un scandale. Mais n'est-ce pas naïf de ne voir que les dépenses d'armement et de s'imaginer que -on ne sait par quel miracle- elles viendraient gérer la faim du monde?

Poser l'inéquation dépenses armement -plus grand que- dépenses pour populations affamées, c'est résumer le problème de façon simpliste. L'exploitation du Tiers Monde n'est pas seulement le fait des marchands de canons. Nestlé et son lait en poudre ont probablement fait autant de mal que M. Dassault et ses mirages. Avec les technologies «douces», les pays industrialisés gardent le monopole de techniques de pointe qu'ils échangent contre les matières premières afin de faire tourner leurs propres technologies dures. Mais le débat durera cinq minutes et nous nous retrouverons à nouveau coincés dans la fausse logique des chiffres du tract, assomés par la taille du problème. Il en ressort une sorte de compote dans laquelle tout le monde se retrouve d'accord. Malaise...

En sortant, nous croisons d'autres congressistes venant d'un autre congrès, dans une autre salle. Des pédiâtres ! 17 millions de gosses vont mourir. Lesquels se sont trompés de congrès ? Le dîner de gala est pour eux. Triste samedi !

Jean Paul Sublon

LA MOTION FINALE

Les groupes, partis, syndicats et mouvements réunis à Strasbourg les 22 et 23 septembre 1979 à l'occasion des «24 heures Européennes Armement et Faim dans le monde» ont adopté la motion suivante pour remise au Parlement Européen :

«Cinquante millions de personnes -dont 17 millions d'enfants de moins de cinq ans- auront été assassinés par la faim au cours de l'année 79 proclamée Année Internationale de l'Enfant par l'ONU.

En dépit des recommandations votées par l'Assemblée Générale de l'ONU, aucune intervention financière adéquate n'apparaît dans les budgets des Etats industrialisés pour l'année 1979 alors que l'on y dénote une augmentation substantielle des dépenses militaires.

Par rapport à ce massacre, nous ne pouvons plus admettre le silence ou l'indifférence non seulement à la lumière

des principes civiques, humanitaire ou religieux qui sont à la base d'une société démocratique, mais également en raison de l'exigence de construire la paix et la justice sociale dans le monde.

Face à l'extermination en cours, nous considérons qu'un Parlement ne peut rester inerte, de même que les forces démocratiques et tous les hommes, toutes les femmes de bonne volonté des pays les plus favorisés ont le devoir de se mobiliser immédiatement.

Nous lançons un appel solennel au Parlement Européen afin qu'il prenne des engagements de solidarité internationale et s'associe aux résolutions des Nations Unies et du Conseil de l'Europe allant dans ce sens.

Nous demandons donc au Parlement Européen d'élaborer le budget commun en conséquence et d'intervenir de manière immédiate et extraordinaire afin de soustraire à la mort une partie de ceux que, déjà, les statistiques condamnent froidement.

Bibliographie

OUVRAGES GENERAUX

J.m Albertini : Mécanismes du sous-développement, Ed. Ouvrières.
P. Bairoch : Le tiers-monde dans l'impasse, Gallimard Idées
CETIM : 12 Lieux communs sur le tiers-monde, Cetim Genève
C.R.E.D. : Initiation à l'économie, Cahier pour l'animation n°1
C.R.E.D. : Les économies du tiers-monde, Cahier pour l'animation n°3
P. Jalec : Le pillage du tiers-monde, Maspéro P. Coll.
Y. Lacoste : Géographie du sous-développement, P.U.F
Y. Lacoste : Les pays sous-développés, Que sais-je
Plantu : Pauvres chéris, Centurion
R. Strahm : Pourquoi sont-ils si pauvres ?, La Baconnière
A. Tevodjre : La pauvreté, richesse des peuples, Ed. Ouvrières

LE PROBLEME ALIMENTAIRE

A. Bergeret : Nourrir en harmonie avec l'environnement, Mouton
Collins, Lappe : L'industrie de la faim, L'étincelle
Com. Info. Sahel : Qui se nourrit de la famine au Sahel ?, Maspéro
J. de Castro : Géographie de la faim, Seuil
H. Deriennic : Famines et dominations en Afrique noire, L'harmattan
R. Dumont : Paysans écrasés, terres massacrées, Laffont
G. Garreau : L'agrobusiness, Calmann-Lévy
A. Provent, F. de Ravignan : Le nouvel ordre de la faim, Seuil
S. George : Comment meurt l'autre moitié du monde ?, Laffont

MULTINATIONALES

Berlan, Bertrand : Unilever, une multinationale discrète, Cerf
CETIM : Multinationales et droits de l'homme, Cetim Genève
H. Claude : Les multinationales et l'impérialisme, Ed. Sociales
Coll. P. Freire : Multinationales et travailleurs au Brésil, Maspéro (CEDETIM)
Gr. Travail T.M Berne : Nestlé contre les bébés ?, Maspéro
P. Ordonneau : Les multinationales contre l'Etat, Ed. Ouvrières
Revue T.M n° 78 : Les firmes multinationales et le développement, P.U.F.
A. Sampson : Les sept sœurs, Ed. A. Moreau

AIDE, COOPERATION

T. Mende : De l'aide à la recolonisation, Seuil
S. N'Dongo : Coopération et néo-colonialisme, Maspéro
F. de Negroni : Les jolies colonies de vacances, Ed. Hallier

EN VRAC...

H. Bourges : Décoloniser l'information, Cana
A. Brink : Rumeurs de pluie, Stock
CETIM : Tourisme dans le tiers-monde : mythes et réalité
CETIM : Des femmes immigrées parlent, L'harmattan
C.F.D.T. : Afrique du Sud : la vérité, Monholon service
G. Challiard : Mythes révolutionnaires du tiers-monde, Seuil
Domitila : Si on me donne la parole, Maspéro
P. Freire : Pédagogie des opprimés, Maspéro
J.C Guillebaud : Les confettis de l'empire, Seuil
B. Lachartre : Lutttes ouvrières et libération en Afrique du Sud, Syros
A. Thiam : La parole aux négresses, Denoël
D. Von der Weid, G. Poitevin : Les parias de l'espoir, L'harmattan

REVUES

Le Monde Diplomatique : Vers un développement solidaire
L'économiste du tiers-monde : Bulletin CRIDEV
Céres (FAO) : CIMAD information
DIAL : Apartheid non !
Croissance des Jeunes Nations : Droit et liberté
Faim et Développement : Documents de la C.M.T

LA FIN DES UNS ET LA FAIM DES AUTRES

Montage de 184 diapositives synchronisées avec une bande son (musique + texte parlé) d'une durée de 30 minutes.
SUPPORT AUDIO-VISUEL à toute réunion d'information ou débat sur la société de consommation, les problèmes énergétiques, écologiques ou le sous-développement du tiers-monde.
REALISE par des militants du Comité d'Information Ecologique du 7è arrondissement de Lyon, (CIEL 7è) membre du Réseau des Amis de la Terre
CONTENU : explique les rapports entre le sous-développement du tiers-monde, la surconsommation des pays riches et certains grands problèmes mondiaux (énergie, pollution, surpopulation, famine,...)

Chapitres : 1) introduction, moteur de course et moteur solaire
2) Un monde en crise
3) le tiers-monde pillé
4) de nouvelles relations avec le tiers-monde
5) que faire chez nous ?
6) conclusion

DIFFUSION

Passage du montage sur Lyon et sa région par les militants du comité avec leur matériel ; participation aux frais : 90F minimum

Location de la bande magnétique 9,5 cm/s synchronisée, des diapositives et du texte avec repérage ; prix : 70F + port ; caution : 380F

Vente de la bande magnétique 9,5 cm/s synchronisée, des diapositives et du texte avec repérage ; prix : 450F + port, payé à la commande.

RENSEIGNEMENTS pour la diffusion

tél (78) 58 42 52 (Arthur)
ou R. Joumard 5, pl. Victor Basch, 69 007 Lyon ; tél (78) 26 90 93 (bureau)
chèque pour montage diapos, stage Cridev



«CHARLES ET LUCIE»

Héros ? Anti-héros ? Représentatifs ? Pas représentatifs ? De qui ? De quoi ? Exemplaires ou pas, ce n'est pas vraiment la question. Ce qui compte en revanche c'est que des films comme celui-là existent.

Lui, c'est un chineur, brocanteur aux puces, un peu paumé, un peu truant, très touchant mais pas méchant encore qu'il exploite tout à fait Lucie... Lucie fait des ménages dans son immeuble, celui dont elle est gardienne, c'est pas la misère non, c'est l'usure, l'érosion sans fin, déjà un peu la pourriture... A priori, pas le terrain idoine aux feux de joie, à l'enthousiasme, aux idées brûlantes, bouleversantes, encore moins aux ruptures. C'est pour ça qu'intervient le cinéma : ils héritent. Un héritage mirobolant incroyable, hollywoodien. Pour l'acquérir ils bazzardent jusqu'à leur passe sous forme de mémoire-souvenir des temps heureux, des bibelots et babioles. Ils filent vers le paradis qui bien sûr ressemble au soleil. Là, ça bascule :

D'héritiers riches ils se transforment en parias. Trop honnêtes toute leur vie passée pour être aujourd'hui polis, ils ne demanderont ni aide ni assistance à la société qui de toute évidence les traiterait en coupables. Il suffit d'être victimes d'une escroquerie pour s'en sentir complice, alors, piégés, pigeonnés, déjà suspects, ils prennent le parti du vent, deviennent fugitifs, et tout d'un coup, miraculeusement, libres.

Faire face, vivre, manger, manger sur-tout, sans se faire prendre, retrouver l'amour et l'amour aidant ne plus jamais le perdre, ne plus jamais se quitter. C'est sûr que pour aviver une passion érodée, prendre des risques à deux, crever de trouille à deux, et l'un pour l'autre, le tout en cavale, ça doit sérieusement balayer les préjugés fabriqués par la société. Et de fait.

Ce qu'il advient de Charles et Lucie, je ne vous le dirais pas, inventez-le ou découvrez-le vous-même, ça vaut le coup. En revanche ce que je reconnais à regret, c'est que ce film nous aurions pu l'inventer depuis longtemps. Car si le rêve a droit de cité chez les écologistes, ils n'ont jamais pris les moyens de le faire déborder de leur univers clos. Or, comment convaincre, faire partager nos idées à tous ceux qu'elles effleurent sans les pénétrer sinon par des allégories leur présen-

tant les choses comme elles pourraient être, comme elles deviendraient si...

Nelly Kaplan dans sa défense et illustration de quelques thèses écologistes (du genre autosuffisance, halte à l'assistance obligatoire et systématique de la société, profitons de la vie tant qu'on est vivant après il sera peut-être trop tard...) nous offre sur un plateau (sans jeu de mots), une diffusion «grand public» (je lui souhaite et à nous donc), de l'écologie le «on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste» avait pris un sacré coup de vieux et de réchauffe ces derniers temps, sans lui refaire une nouvelle jeunesse, elle lui invente une variante réactualisée.

Et surtout accessible à chacun. Elle ne stoppe rien, elle n'arrête pas tout d'un coup elle dévie, elle laisse glisser imperceptiblement ses héros sur la pente (douce bien sûr) de la rupture comme malgré soi, du bouleversement individuel pouvant déclencher... Je vous laisse rêver.

Sans nous donner la peine et l'ennui de théoriser cette rupture, elle les invite, ces héros piteux et touchants, à aller jusqu'au bout. D'abord, ils n'ont pas le choix, (c'est vrai, mais qui l'a aujourd'hui ?) Ensuite que le premier pas (celui qui coûte) est franchi, comme ce serait encore plus dur de retourner en arrière, ils vont tranquillement, non sans aventures extravagantes, hilarantes ou tragiques mais naturellement redevenir vivant... Jouer à fond le jeu de la vie, emprunter les sentiers de libertés, ceux qui passent par le droit au risque. Et grâce aux interprètes de grandes sensibilités (comme on dit de haute technicité, mais c'est justement le contraire que ça veut dire), c'est aussi, d'abord d'amour et de tendresse qu'il s'agit. L'émotion déborde à certains moments suspendus bien au-delà des images. C'est à ne pas dire sur les toits, mais ce film à sa façon, fait acte militant.

S.C.



NELLY, CHARLES et LUCIE : «BIPÈDES ÉTOILES»

... «Bouger, créer, agir, se battre, lutter de toutes ses forces, ne pas, ne jamais baisser les bras, continuer, reprendre de plus belle, foncer sans en avoir l'air, se mouiller au-delà de tout, ne pas, ne jamais baisser les bras, et en leit-motiv, pour ne pas devenir des mongoliens de l'âme» ...

... Ainsi Nelly Kaplan combattait la démolition ambiante. C'était le lendemain de l'assassinat de Pierre Goldman, et le moral, non, plus que le moral, l'état profond des cœurs et des esprits étaient touchés par cette vague de tristesse, de désarroi, de colère impuissante qui envahissait tout. Se ressaisir. Réagir. Oui, il le fallait, il le faut, et ça viendra, de toute évidence, mais pour l'heure, la chappe de plomb de la résignation était lourde, trop lourde à soulever. Tout juste, si nous la repoussions pour nous sourire, surprises et étonnées de nous trouver ensemble complices et comme amies d'enfance, unies tout de suite presque avant d'avoir parlé dans une même foi, une même ferveur, et surtout une même inquiétude. Elle disait : «J'ai peur, je ne sais plus comment lutter contre la soumission, la résignation. Je répondais comment combler ce fossé chaque jour plus grand entre ceux qui se battent et ceux qui ont déjà baissé les bras. Elle disait comment faire aujourd'hui pour que ce qui se produit de dramatique à chaque moment ne glisse pas sur les gens comme une brise d'automne.

C'est d'abord pour cela que Charles et Lucie ressemblent à tous ces êtres noyés «entre la médiocrité et le renoncement de ce qui était leur côté étoilé, à des gens qui ne vivent plus, qui durent».

Au début, ils sont assis, installés, engoncés dans le terne et le gris, ils n'ont rien de ces jeunes, fringants à qui à priori on prête le goût de vivre, de basculer dans l'aventure (étymologiquement : ce qui doit arriver) alors quand acculés à se rendre ou à survivre hors les lois, ils passent le pas, la rupture est d'autant plus grande et plus probante.

On m'a reproché qu'ils ne soient ni beaux ni jeunes «mais Lucie a des rides» s'est-on exclamé. Et alors, on en a toutes un jour, il n'y a pas de raison pour le cacher, même et surtout au cinéma. C'est le lifting de son âme qui m'intéressait, pas d'en faire une copie conforme aux stéréotypes des magazines. Qu'elle soit capable de rendre la liberté à son écureuil plutôt que de le garder en cage, voilà ce qui compte, bien que ridée elle

vit, elle fait même l'amour, et cela aussi n'était pas à dire encore moins à montrer (encore un tabou très fort, la sexualité des femmes n'ayant plus l'apparence de nymphettes).

Est-ce que l'essence du film qui tient en la re-prise en charge de leurs vies par ces deux personnages, avec ce que ça implique de risque et de courage pour faire une croix sur l'assistance de la société pour arriver à l'auto-suffisance, plus tout ce qui n'est pas formulable mais qui se révèle implicitement au travers du film est-ce que tout cela a besoin d'être décodé ? me demandai-je à voix haute. Est-ce qu'on en serait arrivé à un tel degré d'abêtissement qu'on ne sache plus lire au travers des symboles, au-delà d'une histoire, en filigrane des images ? répondit-elle de même.

Si ce film-là ne marche pas, s'il ne trouve pas d'échos chez ceux pour qui il a été fait, c'est à dire tout le monde moins les militants, les déjà convaincus qu'il faut agir pour ne pas mourir, si pour dire quoi que ce soit aujourd'hui, il faut en passer par les images lénifiantes et les clichés à la mode, il nous faudra désespérer aussi du cinéma comme vecteur de nos idées. On savait déjà que le film militant au premier degré était voué à l'échec mais on pouvait toujours espérer qu'un bon film, fait avec plus de moyens que les nôtres mis en scène par des réalisatrices reconnues, remarquablement interprétés par des acteurs «grand public» et reprenant nos idées, en douce et comme sans en avoir l'air pourrait nous servir de tremplin saurait toucher ceux qu'on rebute par la radicalité de nos discours, et l'absolu de nos exigences

Malgré la morosité et l'apathie régnante, Nelly Kaplan nous fait rire aussi, elle prend tout au tragique et rien au sérieux elle sait se transformer en Nostradama pour nous prédire une «bonne aventure» qu'il ne tient qu'à nous de réaliser. Et pour une fois qu'elle nous prouve que les indomptées peuvent ne pas être solitaires tenons-lui compagnie, ce film et l'âme de son auteur valent le coup qu'on les accompagne un bout de chemin, plaisant, certes mais régénérant surtout.

Sophie Chauveau

L'injustice et l'intolérance sont le ferment de toutes les résistances.

S'il était besoin de doubler d'une collusion entre l'Etat libéral et les nostalgiques d'un certain ordre, dont les actions terroristes prennent figure d'actualité, la présence de brigades de CRS fouillant les gens et contrôlant les identités aux abords du quai de la Rapée jeudi après-midi désignaient clairement vers qui s'orientent les suspicions de ce système. Pour mémoire, le quadrillage d'un certain cimetière en Allemagne Fédérale lors de la mise en terre de ceux qui s'engagent dans la lutte armée. Ici, la police consentit à se retirer un peu plus loin après l'intervention de la famille de Pierre et des milliers d'arrivants peu à peu. La rue se met en marche vers seize heures trente, à l'accompagnement d'un fourgon noir au corps froid-silence - Mutisme d'une révolte que nos mœurs pudiques ne savent plus exprimer. Au passage, les gens, le peuple de tous les jours, le regard d'entente, la casquette à la main; les conversations s'interrompent. Enfin, devant le caveau d'ombre, comme un battement de cœur, les tombes d'Azukuita, amis de Pierre et musiciens panaméens, viendront insuffler qu'au-delà de la mort la musique porte encore. Voix perdue - voix brisée - Mon âme me fait mal - Mutchas Salsa Para ti Pierre... Musique qui meurt - Sanglots - Douleurs qui s'impriment en nous - des milliers s'en retournent - Démarche incertaine. Des milliers graves - Tristesse au cœur - De la gravité de ceux qui savent que leur choix de vie implique un présent qu'ils peuvent tous être confrontés avec la mort pour leurs idées ou simplement leur façon d'être au quoti-



dien. En une semaine, trois ont été touchés, deux en sont mort. Le même jour que Pierre une femme ayant le tort «de se trouver de nuit dans Paris» a été tuée deux fois dans son corps - quelques lignes dans la presse... Dans la nuit de mercredi à jeudi, un homme de 23 ans a été abattu en ouvrant la porte de son appartement à des inconnus, attentat revendiqué par un groupe l'accusant «de haute trahison». Est-il besoin de dire qu'Yves était militant insoumis? Qu'est-ce cette fois? «honneur de l'armée»? Par chance, Yves n'a pas été blessé mortellement. Il est soigné dans un hôpital, le message est clair: Fais-toi couleur de muraille ou gare à toi! Stratégie de la terreur à la française - s'ils ne nous laissent que l'instinct de survie, qu'ils prennent garde eux aussi à piétiner trop longtemps notre droit au respect et à la dignité car l'injustice et l'intolérance sont le ferment de toutes les Résistances.

Christian Weiss.

UNE DANSE MORTELLE

(lettre à quelques journalistes, notamment de Libération, Le Matin, La Gueule Ouverte)

Ce soir-même de l'assassinat de Pierre Goldman que nous avons pleuré ensemble, disparaissait de la surface de la terre une jeune femme dont le seul tort cette nuit-là fut d'être femme et de vouloir se promener seule dans un parc de la ville. J'ai regardé attentivement la une de vos journaux et n'ai trouvé aucun gros titre la concernant, aucune photo d'elle; rien de notable. Une morte anonyme, qui le serait restée pour moi si elle n'avait été la sœur d'une amie. Mais je ne doute pas que d'ici quelques mois, quand il sera question de juger son présumé assassin, nous serons plus au fait de ce qui s'est passé ce soir là en lisant vos rubriques «justice».

Il y a pourtant dans tout cela une immense injustice.

N'étant pas un vautour, et n'ayant par ailleurs rien à comparer à votre étalon-or, je ne tiens pas à aligner cette victime de la lutte des sexes pour minimiser cet autre geste politique que représente le meurtre de Pierre Goldman. La facilité avec laquelle disparaît une femme dont la mort ne sera jamais taxée de «politique» que par une horde de féministes échevelées, ne retire en rien à l'horreur de la mort de Goldman. Mais votre silence, lui, ajoute par contre à l'horreur de la mort de notre sœur.

C'est pourquoi, Messieurs, il n'est pas utile de venir brandir parmi nous votre féminisme, ou de vous creuser la cervelle pour trouver un titre spirituel à mettre à la «une» de vos journaux le 6 octobre prochain, quand les fem-

mes marcheront sur Paris pour reprendre en main la vie qui vous échappe. Vous ne ferez croire à aucune d'entre elles que vous êtes étrangers à ces assassinats quand vous les approuvez tacitement par vos silences électifs, votre fascination pour les gros calibres, votre goût morbide pour les nouvelles noires et l'esthétique SS, et le souffle de vie qui paradoxalement n'effleure vos pages qu'à la mort de vos proches.

La salsa, cette danse des morts des machos, vous n'avez toujours pas compris que vous la dansez avec vos assassins. D'ailleurs, ne vous appellent-ils pas *hombre*, d'homme à homme, avant de vous abattre? Pas un seul d'entre vous qui n'ai trouvé cela normal, si normal que ça ne valait pas la peine d'être révélé. Il y a pourtant tant de mots doux que l'on pourrait vouloir entendre avant de quitter ce monde! Mais libre à vous, après tout, de vous accrocher à vos privilèges mortels. Quant à nous, femmes, peu enclines à nous laisser mourir, peu fascinées par votre amie la mort, il suffit juste que nous sachions la reconnaître derrière vos lendemains qui ne chantent plus, vos armures de mots et vos masques de démocrates qui se fissurent à hauteur du sexe.

Spitty Cat

INTERDICTION PROFESSIONNELLE A LA FRANÇAISE

Le problème du réemploi des maîtres auxiliaires (MA) semble bien devoir être le principal point noir de la rentrée scolaire 79. Malgré les engagements pris par le ministre de l'Education, plusieurs milliers de ces enseignants n'ont pas encore reçu d'affectation et surtout nombre d'entre eux ont été licenciés par des recteurs se déclarant dans l'impossibilité de leur fournir un poste. Au lycée technique de Béthune, dans le Nord, le rectorat n'y va pas de main morte, ne recule devant aucune bassesse pour licencier un maître auxiliaire, y compris par la calomnie...

Jean-Luc Lelong, vous vous souvenez? C'est ce prof de philo chevelu, barbu, lunettes rondes dont vous avez pu voir quelque fois le visage, dans la G.O ou reproduit dans les reportages dessinés par Cabu. C'est ce copain tantôt drôle, tantôt émouvant, toujours sensible et généreux que vous avez sans aucun doute côtoyé à Malville, au Larzac, dans chaque marche antimilitariste ou rencontré en compagnie de Papinski. C'est cet homme libre pour qui, être libre, c'est vouloir l'être, c'est à dire vouloir voir ce qui l'empêche de l'être. C'est cette bête d'amour saignée à blanc par une décision administrative

scandaleuse qui le laisse aujourd'hui les deux pieds dans la crasse, lui et sa famille.

Jean-Luc Lelong était maître auxiliaire au lycée Technique de Béthune, service d'enseignement et de documentation. Fin juin, il reçoit une lettre du rectorat lui reprochant son «comportement» et des «incidents» par lui suscités au collège de Calonne-Ricouart, en mars 79. C'est à cette date en effet qu'un sieur Lalicki, principal du collège, reçoit une lettre anonyme dans laquelle il apprend son infortune, bien que l'amant ne soit pas nommé. Ses soupçons se portent aussitôt sur J. Luc qui partage son bureau du lycée technique de Béthune avec l'épouse du monsieur. Bien que J-Luc n'ait jamais travaillé au CES de Calonne-Ricouart et que les «incidents» portent sur une querelle privée avec le mari d'une collègue de travail, on peut déjà trouver anormal qu'une lettre anonyme adressée à un autre se trouve dans le dossier administratif de J-Luc comme une pièce le concernant directement et enfin, qu'une simple lettre anonyme puisse inciter le rectorat à ne pas lui renouveler sa délégation pour la rentrée... D'autant que cette querelle n'a donné lieu à aucune suite judiciaire et n'a en rien perturbé l'activité professionnelle de J-Luc, comme en témoigne sa note administrative établie par le proviseur du LT de Béthune (passée de 12 à 16 pour l'année scolaire 78/79). C'est sans doute qu'il faut puiser les vrais motifs dans l'enquête menée avec diligence par les conseillers d'éducatifs du bahut, transcrite dans un rapport confidentiel du proviseur, un certain Segard, qui révèle pêle-mêle: «...C'est un individu dangereux qui a même des autocollants antinucléaires et antimilitaristes sur sa voiture... On a consommé de la bière dans le bureau de Lelong (entre profs), on y a même fait brûler un bâton d'encens... Il a des comportements «protecteurs» (traduisez: mac) avec trois de ces collègues féminines... (on cite les noms)».



Le SGEN-CFDT et le SNES qui soutiennent le cas Lelong ne sont pas dupes: il s'agit là d'une interdiction professionnelle rendue possible par le flicage administratif, les rapports de basse police sur la vie privée, les ragots et les calomnies. Ils ne seraient rien, ils ne sauraient rien sans leurs espions, leurs indices, leurs lettres anonymes, leurs moutons parce qu'eux-mêmes sont complètement paumés. Bientôt, comme en RFA, les fonctionnaires seront tenus de s'engager dans et en dehors du service pour le maintien de l'ordre fondamental. Chaque cas individuel fera l'objet d'un examen et d'une décision particulière. A quand également, un décret qui permettra de licencier officiellement n'importe quel fonctionnaire stagiaire non conforme, à la veille de sa titularisation, l'incompatibilité politique étant purement et simplement assimilée à une incapacité professionnelle?

On est pas encore là et les sbires de Segard divergeront en poussant jusqu'à l'odieux dans leur rapport, soulignant également que J-Luc «se repose parfois en clinique «psychiatrique». Cette ingérence de l'administration dans la vie privée d'un enseignant pour licencier un auxiliaire, sur des faits non professionnels et proprement dégueulasse. «Ce qui me choque le plus, me confiera J-Luc, c'est que tout tourne autour de mon «comportement», sous-entendu: il est allé en hôpital psychiatrique, donc...»

L'Education Nationale forge un «nouveau» concept: celui du «non-conforme». En mettant un «non» sur tous ceux dont l'engagement militant va à l'encontre de l'idée que ce fait Beullac de l'enseignement (voir G.O 278). Ils veulent exclure définitivement J-Luc en développant un climat de suspicion et de conformisme servile. Comme les allemands inventant le terme de «non-aryen». Privé d'emploi pour bruits de couloir qui visent avant tout ses positions politiques, syndicales, antinucléaires, antimilitaristes et son non-conformisme. C'est d'abord l'école qui est touchée, puis très vite l'université et la justice, et bientôt tous les autres domaines de la Fonction Publique (sanitaire et social, chemin de fer, postes et télécommunications, radio-télévision, etc). Une bien belle sécurité, toute en bleu et en kaki.

Mandrin

Note: Envoyez timbre, enveloppes, lettres de sympathie au comité de soutien: Chez J-Luc Lelong, rue Basse, 62 127 Chelers / Tincques. Tél: (16-21)03 34 03. Soutien financier: chèque à l'ordre de Lelong, CCP Lille 73 77 34 E (Tient bon mon coco, grosses bises à Clair, Blandine. La claviériste ancienne combattante des marches antimilitaristes.)

Depuis 4 ans, en Argentine, les disparitions de personnes sont devenues pratiques quotidiennes. Le scénario de la sinistre «Triple A» ne varie que très peu et du temps notamment de la coupe du Monde en Argentine, les médias y ont amplement consacré et leurs pages et leurs émissions. Dans le quasi silence qui a suivi la victoire de l'équipe argentine à Buenos Aires, il importe de dire encore ces pratiques quotidiennes.

C'est pour ces raisons, que quatre «Folles de la place de Mai», invitées par Amnesty International, avaient entrepris un périple dans les capitales des principales villes d'Europe, cet été.

GREENPARTY CHEZ VALÉRY

Juste au moment où se déroulaient dans Paris les obsèques de Pierre Goldman, la tête de liste de Europe Ecologie, Solange Fernex, était reçue par Valéry Giscard d'Estaing.

C'est au lendemain des élections européennes, et pour réagir au scandale du non-remboursement des listes n'ayant pas atteint la barre des 5%, qu'Europe Ecologie avait demandé à être reçue par l'Elysée. Il aura fallu plus de trois mois pour que VGE trouve une demi-heure de son précieux temps à concéder à l'audition de Solange Fernex, les deux autres délégués de la «liste verte», restant sur le perron.

Sur ce qui motivait cette rencontre, le remboursement des frais électoraux, VGE a tout juste promis que celui-ci serait effectué dans les départements où la liste avait obtenu plus de 5%. Concernant le retrait du projet de loi portant financement des partis, rien n'était obtenu.

L'actualité aidant, Solange et Valéry ont parlé nucléaire. Les failles? Une enquête est en cours. «C'est se moquer du monde» commentera Didier Anger lors de la conférence de presse qui suivit l'entrevue. La non-démocratie érigée en principe dans la mise en œuvre du programme nucléaire? Cela ne semble pas choquer le premier citoyen de notre pays. «Nous ne pouvons même pas dire que nous attendons Giscard aux actes, car il n'a promis aucun acte» remarquera en conclusion Didier Anger.

Quel impact?

Malgré la sincérité de Solange Fernex et le bilan négatif dressé lors de la conférence de presse, il est permis de s'inquiéter de l'utilisation qui ne va pas manquer d'être faite par la majorité de cette rencontre. Tout indique que Giscard est en train, comme d'habitude par ailleurs, de partir à la «pêche» des voix écologistes, qui

peuvent faire la décision aux présidentielles de 1981. L'intérêt «objectif» du président n'est-il pas de favoriser le renforcement d'un courant écologiste «indépendant des partis politiques», de tonalité «modérée», qui lui permettrait de capter au premier tour une partie de l'électorat centriste et «flottant». Il s'agirait de reconstituer sous une couleur écologiste un courant centriste, apparemment d'opposition, destiné à jouer un rôle de soupape de sûreté contre la gauche, et voué, ainsi que le montre toute l'histoire politique de la V^e République, à se fondre tôt ou tard dans la majorité. Ces questions se posent d'autant plus que les sympathies supposées de certains animateurs de SOS-Environnement (composante non négligeable d'Europe Ecologie) à l'égard de l'UDF ne relèvent peut-être pas seulement de la calomnie pure et simple.

Si Europe-Ecologie veut couper court à de telles hypothèses, il faudra en tout cas que Solange Fernex (I) recoure face aux micros et aux caméras à un ton plus combatif et plus catégorique. Ainsi, sa déclaration à TF1 à sa sortie de l'Elysée (diffusée au journal de 20 heures le jeudi 27 septembre) manquait de netteté et de «punch» sur la fin de non-recevoir opposée par le président aux demandes des écologistes. Depuis le temps qu'ils se présentent aux élections, les écologistes devraient pourtant avoir compris l'importance de l'«image» en politique. Il ne suffit pas d'avoir des «idées justes», encore faut-il les énoncer clairement.

Laurent Samuel

1) Ces remarques valent aussi bien pour ses amis pouvant être amenés à intervenir dans les «medias»

LES FOLLES DE MAI

Angelica a les yeux de ces enfants qui ont tant et tant pleuré que le sel des larmes ne permet plus de les tenir grands ouverts. C'est aussi avec ces yeux-là qu'elle dit la disparition de ses deux enfants, il y a deux ans et demi déjà, sa fille et son fils, deux adolescents de 16 et 17 ans qui partirent un matin comme tous les autres matins pour le lycée et qu'elle n'a jamais revus. « A l'heure habituelle de leur retour, la porte ne s'est pas ouverte mais je ne me suis pas inquiétée. Dans la soirée par contre, j'ai commencé à me faire du souci, tellement cet important retard leur ressemblait peu. J'ai téléphoné à quelques-uns de leurs camarades qui, pour leur part, ne les avaient pas vus de la journée et là, j'ai été prise d'une angoisse. Un accident de la circulation? J'ai appelé les hôpitaux, différents commissariats, mais aucune trace d'eux, m'a-t-il été dit. Il était 11 heures du soir et j'étais folle d'inquiétude. Un enlèvement? Je n'y ai d'abord pas songé. Ces choses se savent peu ou mal en Argentine car les médias font largement le silence sur la question. L'information se transmet dans les quartiers, par les récits et on ne sait pas toujours s'il faut y croire vraiment. Et puis pourquoi moi, pourquoi nous? »

Comme des centaines et des centaines de personnes, Angelica est devenue une femme brisée d'inquiétude, d'incompréhension, de douleur, arpentant les couloirs de l'administration, faisant antichambre devant de nombreux bureaux. C'est là qu'elle a rencontré ces autres femmes qui, vivant le même drame, frappaient aux mêmes portes. « Nous étions très abattues et, en nous parlant un peu plus chaque jour, nous avons fini par décider de faire quelque chose ensemble, pour avoir plus de force pour obtenir une réponse des autorités. Ce fut la première manifestation silencieuse de la Place de Mai. Nous étions quarante femmes et nous voulions être reçues par notre Président ».

Ce jour-là elles furent arrêtées ainsi que d'autres fois d'ailleurs, bien que jamais torturées physiquement. La police argentine pensait avoir dans sa panoplie des ressources subtiles pour intimider ou impressionner ces quelques pauvres folles. « A la deuxième manifestation ils nous ont également arrêtées et mises ensemble dans une petite cellule où il y avait un cadavre, celui d'un homme jeune, certainement victime d'un

accident de la circulation. Ils nous dirent alors en riant que, si nous cherchions des cadavres, certaines d'entre nous pouvaient déjà se servir. Puis ils nous menacèrent d'arrestations plus longues si nous continuions et pourquoi pas, d'arrestations... définitives ».

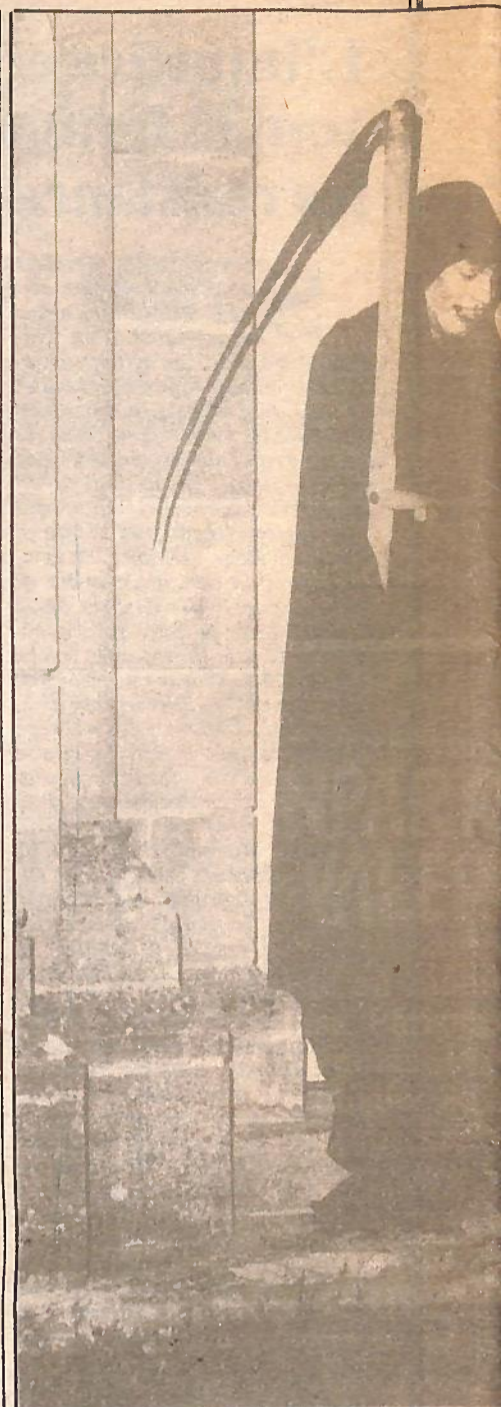
Depuis décembre 78, l'accès à la Place de Mai leur est définitivement interdit. C'est qu'à Noël, elles étaient presque deux mille à tourner sous les fenêtres du gouvernement pour qui ces disparus n'existent pas. Mais, dit Angelica avec un sourire très doux, « nous continuons les rendez-vous dans différentes églises, chaque jeudi, pour nous appuyer l'une l'autre et continuer nos efforts pour retrouver nos enfants ».

De différentes couches sociales, de différentes couleurs politiques, certaines n'avaient jamais manifesté de leur vie dans les rues, aucune d'entre elles ne se connaissaient avant de vivre ce scénario, modèle sinistrement classique de l'enlèvement en Argentine, qui est venu faire basculer la vie normale. Une vie qu'Angelica avait vécue entre son mari et ses deux enfants, sans problème financier important, sans investissement dans la vie politique ou dans les difficultés d'autrui. Une vie classique et banale de femme au foyer dont le monde se limite aux siens. Dans sa vie présente, les autres et elle désormais, ne sont plus des étrangers. L'une de ses compagnes, les yeux imperturbablement fixés sur les toits de Paris, l'écoute raconter pour elle, cette nuit où... « Thérèse dormait quand, à deux heures du matin, la porte de sa maison a volé en éclats. Bruit sec de pas, des voix qui jettent des ordres et hurlent des menaces. L'étonnement des gens qui se réveillent et puis, la peur. Douze hommes venaient d'entrer dans sa maison, habillés en civil mais avec toutes ces armes, cette manière d'être, cette coupe de cheveux auxquels on reconnaît les militaires. Ils ont pris son fils de 20 ans, lui ont passé une cagoule sur la tête pour lui masquer les yeux, ainsi que des menottes aux poignets. Ils l'ont frappé en l'emmenant jusqu'à la voiture. Thérèse, comme tous ceux à qui cela arrive, était impuissante, paralysée de stupeur. Le lendemain, à 11 heures du matin, ils sont revenus chez elle pour faire, disaient-ils, un inventaire des choses de la maison. En fait, ils ont comme d'habitude, volé tout ce qui les intéressait. C'était il y a deux ans et demi pour elle, aussi ».

Oui, depuis trois ans, cette histoire est entrée dans l'ordre du

banal. Combien de fois Angelica l'a-t-elle entendue raconter par ses compagnes, là-bas? Combien de fois, le visage grave et douloureux, l'a-t-elle racontée parce qu'il faut la faire connaître, partout. « Sous Hitler, les gens sont restés silencieux et ce fut le plus grand génocide de notre histoire. Il est impossible de laisser se reproduire une chose pareille dans un quelconque pays. S'il y a déjà eu beaucoup, beaucoup de morts en Argentine, certains disparus sont encore en vie, nous le savons. Il faut les sauver, exiger qu'ils soient jugés selon la loi. Il faut donc raconter leur histoire encore et encore ».

Des témoignages de « kidnappés » finalement libérés, indiquent en effet qu'ils ont rencontré, vivants, des hommes et des femmes recherchés par leur famille et amis. « Ces témoignages sont atroces à lire » me dit Angelica dont les yeux s'emplissent de larmes, et elle ne peut plus parler que d'une voix brisée. Et je suis face à elle, bouleversée d'émotion, dans l'impuissance d'un geste ou d'une parole qui apaiseraient. Ce qu'elle souffre dans sa chair nous sépare. Il lui faut dire en se faisant violence, il me faut l'écouter, figée, parler de son monde intérieur où je n'ai pas accès. « Mes enfants sont des jeunes gens intelligents, bons, et avec la lecture de ces tortures, je me sens mal. Je sais, je sais que cela se pratique couramment,





Ces annonces dans les journaux qui acceptent de les faire paraître est un procédé de plus en plus utilisé par « les folles ». Pour la somme de 15 000 dollars, fruit des cotisations des familles et des amis, des textes paraissent dans les pages publicitaires pour que la pays sache, envers et contre la censure. Il faut que ces textes soient signés nommément par dix personnes ainsi, pour des raisons de sécurité, les signatures sont-elles différentes chaque fois. Plusieurs parmi les « folles » de la Place de Mai ont en effet disparues.

Si Angelica le sait bien que ces rassemblement du jeudi sont dangereux, elle paraît en abordant la question, au-delà de l'angoisse, portant sur ses épaules la charge de ce que d'autres ne peuvent faire, à son avis. « **J'assume et nous assumons un certain danger à la place des hommes, des épouses trop jeunes à qui nous demandons de ne pas venir car, plus que nous, ils seraient accusés de subversion** ». Ainsi, la cinquantaine rendrait ces femmes moins vulnérables, plus à l'abri de ce nouveau délit instauré par la junte, « le crime idéologique » ? « **Non, nous ne sommes pas en sécurité, mais ce n'est pas notre préoccupation. Nous sommes des mères, et les mères, ça risque tout pour leurs enfants, c'est eux qui importent** ». C'est dans cette abnégation, ce don de soi-même dans la quête commune de la vérité pour tous qu'Angelica n'a pas perdu sa raison d'être. Mère aujourd'hui sans enfant, elle l'est cependant de ces milliers de disparus, ces fils absents auxquels elle s'est donnée, leur consacrant son temps, « **son énergie maternelle** » dit-elle.

Les absents. Pour la première fois, le 29 mai dernier, les autorités ont admis implicitement qu'il y en avait. Le commandant en chef de l'armée, membre de la junte a parlé « **des absents pour toujours** », précisant que « **l'armée n'est pas insensible et comprend la douleur des parents mais...qu'il n'y aura pas d'explication. Le temps guérira la souffrance et les injures** ». A l'évocation de cette déclaration, Angelica, de manière preque véhémement, m'invite à lire de suite ce témoignage qui l'a tant bouleversée. « **Lis-le, tu verras comme elle n'est pas insensible notre armée. Le calvaire de cette jeune fille, c'est aussi celui de tous les kidnappés. Epouvantable. Et c'est un mot encore trop faible pour exprimer ce qui te saisit à la gorge et au ventre à la lecture de violences pareilles** ».

« **Il faut que cela cesse, que le monde entier prenne conscience de la gravité et de l'horreur de cette situation. Il faut que le monde entier intervienne, proteste, ne soit pas aussi indifférent** ». C'est le message d'Angelica, celui qu'elle est venue porter ici, par delà l'Atlantique, car pour elle, pour les autres « folles », l'espoir n'est pas argentin. Il est pensent-elles, quelques part dans nos contrées.

Catherine Leguay



bien sûr, mais le lire comme ça, racontée par cette jeune fille qui pourrait être ma fille, c'est trop cruel. Tous ces hommes, ces femmes et même ces bébés... C'est un drame universel ».

D'après des renseignements non confirmés, les jeunes enfants enlevés avec leurs parents auraient reçu une nouvelle identité et auraient été proposés pour des adoptions. Un groupe de femmes connues comme « les grands-mères de la Place de Mai », recherchent leurs petits enfants dans les hospices ou les orphelinats. Désignant son autre compagne, Angelica raconte pour Martha, dont le visage austère est impressionnant de souffrance contenue. « **Ils ont tué son fils dans la rue et sa belle-fille, enceinte de six mois. Elle savait qu'elle devait accoucher en décembre de l'année 77. Mais depuis rien, elle n'a rien su, ni de la mère, ni de l'enfant. Alors, elle cherche partout avec d'autres grands-mères qui connaissaient la date approximative de la naissance de leurs petits enfants, mais toutes les démarches sont, là encore, restées vaines** ». Ces grands-mères ont fait paraître dans La Prensa une annonce payante s'adressant aux autorités ou à des personnes inconnues qui auraient pu adopter les bébés. Cette annonce n'a servi à rien. Toujours la même quête pour ces femmes.

C'est sur le seuil de son appartement qu'ils l'attendaient. Il a ouvert. Fascistes et lâches ils ont tiré. L'instant est ce qu'il est : un meurtre. Yves Carel, jeune militant de 23 ans s'est écroulé, une balle de fusil de chasse dans le flanc gauche laissé pour mort. Le savoir vivre des armées... Yves militait dans un groupe d'insoumis, il avait d'ailleurs purgé treize mois de prison pour ce motif à Fresnes. Il animait également un comité de soutien à Daniel Debruel, détenu à la centrale de Saint-Maure qui demande la révision de son procès.

Il n'existe pas de mot assez injurieux pour définir celui qui tue, mutilé avec autorisation. Curriel hier, Goldman aujourd'hui, qui demain sera la cible ? Planqués dans les coulisses du pouvoir, les nostalgiques des guéguerres précédentes se croient encore dans le Djebel. La chasse est ouverte, l'épidémie gagne et fait briller les gros calibres en plein jour, dans Paris. La solution finale s'installe sous nos yeux, érigée en institution, dénoncée par la presse, éclaboussant de sang le fronton de nos édifices. Cette fois-ci « ils » sont allés trop loin... Ma non-violence n'est pas une fin. Mon itinéraire n'a pas pour but de promouvoir la non-violence, mais la justice. Là où le

pouvoir se sert de pères tranquilles de la gâchette qui, après leur carton, trouveront impunité, refuge et félicitations chaleureuses, on ne peut plus raisonner en terme de justice ou de dialogue. Que ce pouvoir-là sâche, s'il conserve un reste de jugeotte, que nous ne sommes pas prêt à nous laisser abattre, égorger, étriper, violenter, estropier, déchirer sans réagir. La violence, comme la non-violence, le pouvoir la déploie. C'est lui qui pose le problème.

En abattant Yves (aujourd'hui heureusement hors de danger), c'est la voix de Philippe Giroud, Alain Port, Philippe Levigoureux Gilles Poignenc, Gérard Letesier, Gérard Derbesse, Philippe Lhermitte, Bernard Bolze, Domenico Colamarino, Christian Merkes, insoumis embastillés qu'« ils » tentaient d'étouffer, ainsi que celle des 18 000 autres insoumis actuellement en cavale en France et en exil. En frappant durement Yves, c'est le mouvement antimilitariste en général, et le mouvement d'insoumission en particulier qu'« ils » cherchent à démanteler.

SALAUDS!

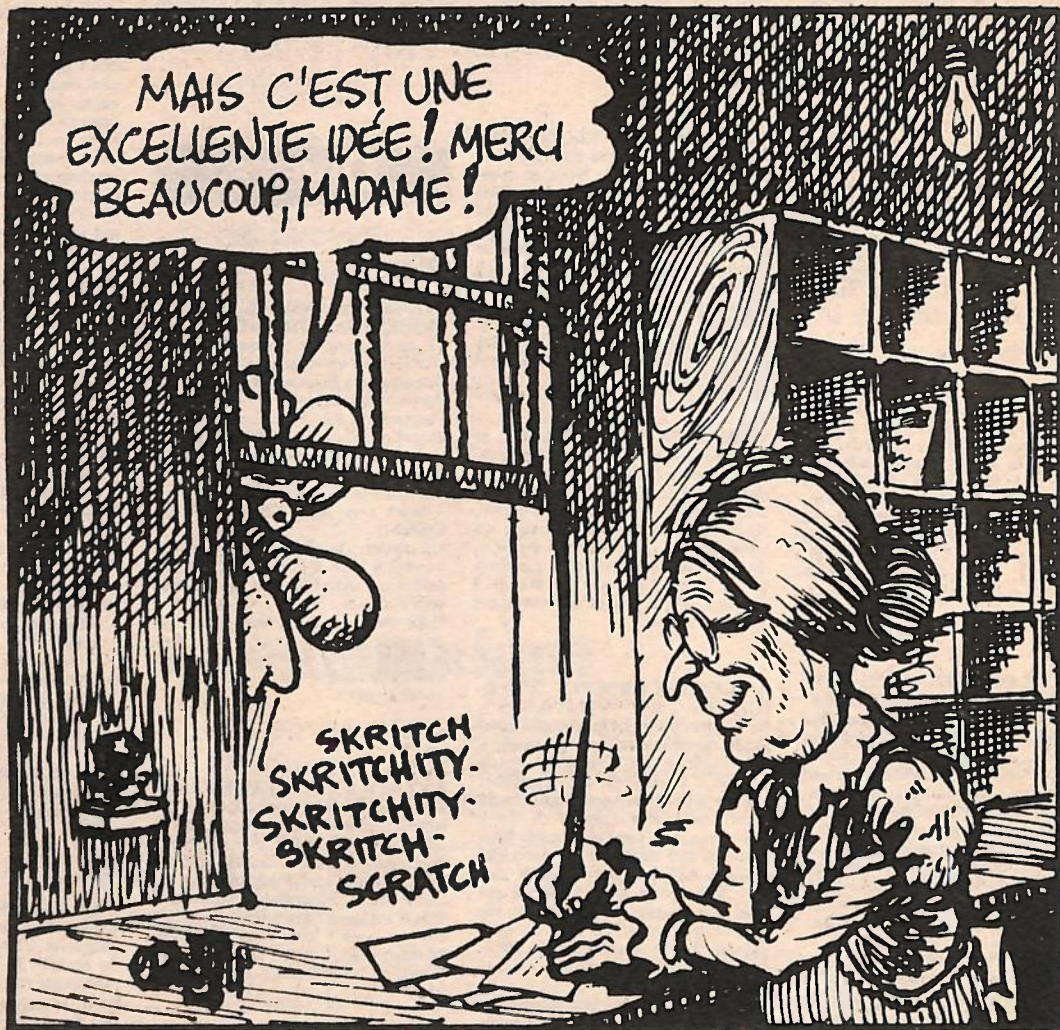
ler. Cible symbolique, cible accessible aussi dans la mesure où Yves a milité publiquement contre l'armée et la prison, a évolué publiquement dans la mouvance antimilitariste, et est donc particulièrement bien connu des services de police qui possèdent de solides renseignements sur son entourage et sur lui-même.

Tout en maintenant le silence autour de l'antimilitarisme, refus spécifique et viscéral d'une jeunesse qui refuse la vision d'un monde militarisé et d'une société quadrillée, l'Etat tente de briser ce mouvement. Ecraser l'antimilitarisme, l'insoumission, son cri devenu contagieux. Voilà ce à quoi s'affairent les anonymes terroristes à la solde de la Grande Muette attachés à l'anéantissement, parfois physique, des nouveaux « ennemis intérieurs ». Raison de plus pour nous faire entendre haut et fort, agir partout où c'est possible et faire comprendre une bonne fois pour toute à ce ramassis d'abrutis que ce n'est pas dans le sang qu'ils étoufferont une prise de conscience collective.

Mandrin

La semaine prochaine :

Dossier Comment lire l'assassinat de Pierre Goldman dans un contexte où la droite tisse la toile de sa domination sur l'échiquier national et mondial, et où la gauche française, d'erreurs politiques en querelles de chapelle, d'échecs subis en échecs provoqués (!) ne secrète que l'impuissance d'une opposition.



CECI EST LA PREMIERE EMISSION DU JOURNAL DES REPONDEUSES.

Elles vont vous communiquer les messages reçus durant ces dernières semaines. Ce sont des informations en vrac, des nouvelles des groupes femmes, une sorte de « sur le terrain » féministe. C'est aussi une question posée par des femmes isolées devant lesquelles les Répondeuses ne peuvent réagir sur le vif (il leur faut un temps minimum pour recueillir les informations demandées) ou individuellement. La G.O. se propose donc d'être un des lieux où s'échangeront ces informations et où seront diffusés les dialogues jusque là laissés en blanc.

Pour mieux connaître les Répondeuses, nous nous ferons dans les prochaines semaines un plaisir de vous les présenter plus en détail sous la forme d'un reportage chez elles. Elles-mêmes présenteront la fiche technique de leur mise en place et de leur fonctionnement car elles le pensent comme nous il serait souhaitable que dans différentes régions de France (et pourquoi pas d'ailleurs ?) se mettent en place des moyens d'informations similaires. Il suffit de quelques femmes et de peu de moyens pour que naissent partout des petites sœurs de Répondeuses.

Aujourd'hui il n'y a qu'elles, voici comment les contacter : Les Répondeuses, tél. 539 80 30 ; à partir du 1^{er} octobre elles ouvrent une deuxième ligne : 545 35 35. Pour le soutien financier, les lettres et les messages : Les Répondeuses, BP 113. 75663, Paris cédex 14.

Messages reçus le 7 septembre

- J'ai essayé de sensibiliser les femmes de ma boîte à la marche du 6 octobre ; avant les vacances, ça n'avait pas marché très fort. J'aimerais contacter le groupe femme entreprise pour me donner des idées...

La coordination des Femmes Entreprises se réunit tous les mardi soir, au 5 rue des Colonnes Paris 2ème dans le local du Planning Familial.

- Est-ce qu'il existe un groupe femme dans le 9ème ?

Bien sûr, elles se réunissent 16 rue Victor Massé. Mais nous n'avons pas pu répondre à celle qui nous demandait l'adresse du groupe femme Vincennes, St Mandé, de celui (hypothétique) de Marne la Vallée... Aidez-nous, téléphonez-nous l'adresse des groupes existants, les jours et heures de permanence.

Messages reçus le 14 septembre

- Je suis professeur de yoga, mère de deux enfants, et j'organise des cours de yoga pour la préparation à l'accouchement, en petits groupes de femmes enceintes qui se réunissent au 60 Bd St Michel Paris 6ème. On peut me joindre au 329 81 06 pendant la journée ou le soir au 633 13 88, demander Bernadette Pistre.

- Pouvez-vous me communiquer les coordonnées de groupes de lesbiennes qui se réunissent dans la région parisienne ?

En vrac, sans prétendre à l'exhaustivité, voici quelques adresses
- Permanence téléphonique des «Baragouineuses» gpe lesbiennes Banlieue Nord tous les 1er et 3ème mardi du mois entre 19h et 22h
- Réunion du Groupe Femmes Lesbiennes chaque vendredi à partir de 20h30 à la Maison des Femmes du 13ème, 91 Quai de la Gare 75013 Paris.

Mardi 18 septembre

Des groupes femmes maternité-enfants, préparent avec Marie-José Jobert, l'auteur des «Bateleurs du mal joli», ou le mythe de l'accouchement sans douleur, une rencontre avec film et débat qui aura lieu à la mutualité le 16 novembre (vendredi) à 20 heures. Les femmes qui s'intéressent à la préparation de cette rencontre, peuvent téléphoner à Sophie Welli au 589 91 29

Jeudi 20 septembre (Mireille)

- Le groupe femme 1er-2ème arrondissement Halles Beaubourg se réunit désormais tous les jeudi soir au MLAC, 34 rue Vieille du Temple Paris IV^e à partir de 20h30

- La crèche des Beaux-Arts ouvre ses portes début octobre. Elle a été reconnue en 77 par l'APMU - Elle accueille les enfants en âge de marcher jusqu'à 6 ans. Elle fonctionne de 9h à 19h. Contact : 14 rue Bonaparte. VI^e, dernier étage au dessus de l'atelier de mosaïque.

Message reçu le 22 septembre.

Je fais partie d'un groupe femme de Lons le Saulnier : Ghislaine Dalose 15 rue des Gentianes la Marjory 39 000 Lons le Saulnier. Nous sommes actuellement sept personnes et nous aimerions contacter d'autres femmes du Jura. Tél : 16 84 24 34 80

Mardi 25 septembre

Quelles sont les femmes ayant un permis de conduire qui désiraient apprendre à conduire aux femmes, dans le cadre des 3F. Une réunion est prévue le 5 octobre à 18h30 aux 3F 91 quai de la gare, Paris 13^e. Tél : 588 74 88

L'atelier des mille têtes rouvre ses portes mardi 25 septembre à 19h C'est toujours 14 rue Boromé. C'est un atelier de fabrication de masques. Un stage est prévu fin novembre et la création d'un atelier le jeudi est envisageable s'il y a assez de participantes. Tél : 867 89 44

Messages reçus le 26-9-79

- Pour la préparation de la rencontre nationale du Mvt du 7 octobre de 10h à 20h à l'A.G.E.C.A une AG le jeudi 27 à 19h à Jussieu tour 46 et on serait très heureuses d'y voir les copines du 17^e et 18^e qui organisent l'AG du 28. Merci.

- Ben c'est tout ? Y'a pas de conversation ?

Quelle société !

- On pourrait parler de temps en temps du Groupe Lesbienne de Paris. Réunion tous les vendredi à 20h30 à 4^e et au 91 quai de la gare P13^e au dessus des 3F.

Jeudi 27 septembre (Mireille)

- Réponse à annonce parue dans Libé (demande d'un lieu pour mettre les cars de la manif du 6 octobre)

- Existe-t-il une permanence de conseils juridiques pour les femmes en matière de logement.

- Je cherche une association de femmes pour entraider les femmes qui ont des problèmes de dépression nerveuse et de névrose. Une entraide par téléphone plutôt que par réunions car je ne peux pas aller à des réunions, sortir de chez moi

- Comité St Antoine pour la création d'un centre de contraception² avortement² sexualité à l'hôpital St Antoine dans le X^e. Pour tous contacts : La Salamandre (c'est une maison de femmes) 9 rue Fr. de Neufchâteau XI^e



AFP, La Clayette, lundi 1^{er} octobre 1979, 22h25.

Après l'annonce de l'éclatement de l'équipe de la Gueule Ouverte que nous vous annonçons dans notre édition du vendredi 28 septembre, 11h, nouveau rebondissement dans les locaux surchauffés de Saint-Laurent. Trois personnes, deux «nouveaux» (Sophie Chauveau et Paul Sigogneau) et un «vieux» (Marc Thivolle) tentent l'impossible : assumer l'avenir d'un journal que le poids du passé vouait à la mort lente.

Leur projet : s'ouvrir aux mouvements sociaux. Leurs moyens : l'appui, moral et financier, de milliers de lecteurs (voir courrier et tableau ci-dessous). Leur espoir : que l'un des derniers espaces de liberté d'une presse en voie de hémisphérisation rapide continue d'exister et de produire, par sa diversité d'expression, les connexions qui, ici et là, débloquent une société qui n'en finit pas d'agoniser.

Interrogé sur les chances de succès d'une telle initiative, l'un des membres de ce «triumvirat» nous déclarait il y a quelques instants : «L'heure n'est plus à la plaisanterie. Ras le bol des querelles intestines. Nous sommes prêts à investir toutes nos énergies dans la construction d'un avenir viable pour la G.O, pas dans un nième règlement de comptes. Nos meilleurs garants seront ceux qui, nombreux, s'abonneront à un journal qui doit sortir de l'impasse».

Commentant le communiqué des démissionnaires du «groupe des sept» (voir page 3), notre interlocuteur concluait en affirmant : «Nous ne craignons pas Isabelle Cabut, Nous n'avons peur que d'une chose : que le ciel nous tombe sur la tête».

	Abonnements Réabonnements	Dons	Total
Samedi 22	3050	800	3850
Lundi 24	2685	750	3435
Mardi 25	4180	430	4610
Mercredi 26	3630	868	4498
Jeudi 27	3907	1330	5237
Vendredi 28	4080	1125	5205
Samedi 29	3060	370	3430
Lundi 1 ^o	5690	2292	7982
	30282	7965	38247
		(°) 14000	14000
		21965	52247

(°) Don d'une copine qui ne veut vraiment pas nous voir disparaître.

Depuis notre appel, vous nous avez envoyé pour 53 435 F de dons (alors que l'objectif que nous nous étions fixé était de 70 000 F).

Durant le mois d'Octobre, nous devons encore régler quelques vieilles factures (en particulier celles de l'imprimeur). Plus que jamais, vos dons, mais surtout vos abonnements, seront les bienvenus. Les gouttes d'eau sont devenues rivières. Elles doivent devenir fleuves.

Abonnement

1 an (52 n°) : 200 à 300 F selon vos revenus.
6 mois (26 n°) : 100 à 150 F selon vos revenus.
3 mois (13 n°) : 50 à 70 F selon vos revenus.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

Je souscris un abonnement de mois.

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

J'abonne également pour une durée de mois :

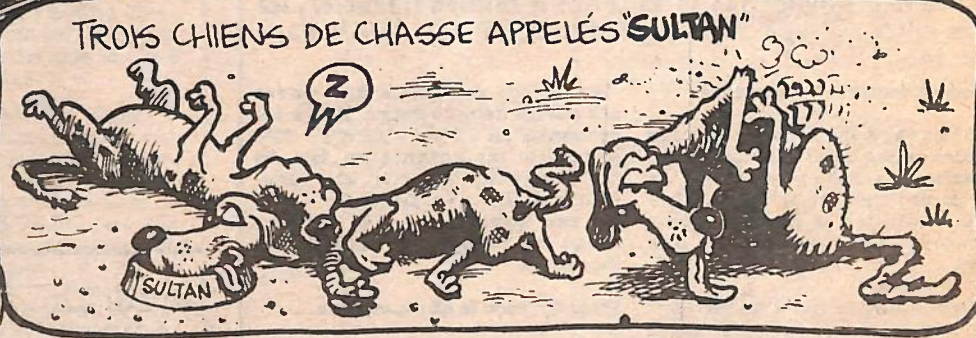
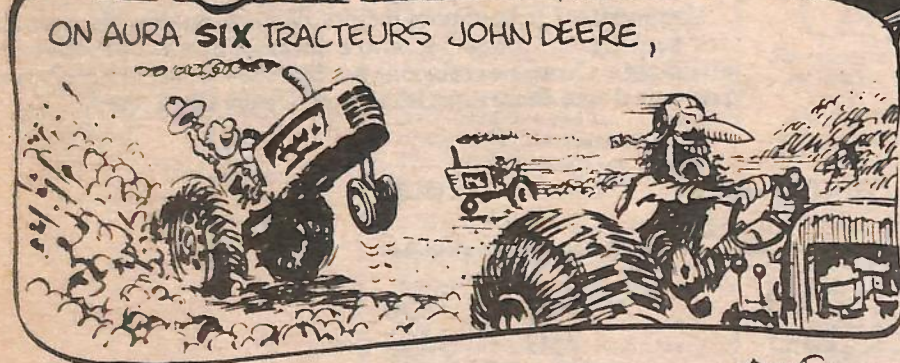
NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE



Pendant la même période :
86 nouveaux abonnés
et 93 réabonnements.

Souscription

Je joins la somme de francs en soutien à la GO.
Bulletin à retourner à la GO, Saint Laurent en Brionnais, 71 800
La Clayette (chèques à l'ordre des Editions Patatras).



Que va-t-il encore arriver à ces trois joyeux compères ? Vous le saurez en lisant l'album «les Freak Brothers», qui vient de paraître aux éditions du Dernier Terrain Vague - diffusion Alternative 32 rue des Bourdonnais 75 001 Paris.